



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

N° 93

17 MARS 1962

PRIX : 0,40 NF

LA GUERRE POUR LA PAIX COMMENCE

UNE guerre se termine ; une sale guerre ; une guerre imbécile ; une guerre criminelle dans ses intentions comme dans ses méthodes ; une guerre qui n'a jamais été la guerre de la France ; une guerre que nous avons toujours refusée et combattue de toutes nos forces, certains d'entre nous portant ce refus jusqu'à ses dernières conséquences. La gauche française aurait sans doute pu faire mieux et davantage pour imposer la paix. Elle est restée trop longtemps immobile. Elle a trop attendu pour manifester sa volonté avec force. Nous-mêmes, au P.S.U., avons eu trop tard entre nos mains l'indispensable instrument que constitue un parti solide, unifié et organisé dans tout le pays. La gauche a cependant joué sa partie et, dès le 27 octobre 1960, les Algériens ont reconnu l'importance de son effort ; aujourd'hui, en tout cas, il ne s'agit plus de regarder vers le passé, mais vers l'avenir.

En même temps que naît cette jeune paix fragile, une autre guerre commence, une guerre qui nous est imposée par les mêmes forces et, en grande partie, par les mêmes hommes, mais une guerre que nous pouvons, et devons, accepter : la guerre qui dresse Français et Algériens enfin unis contre le plus atroce des fascismes. Cette guerre-là, nous l'avons vu naître et grandir avant même que le grand public ne la perçoive. Nos militants, attaqués depuis des années par les bandes fascistes, nos militants brutalisés et blessés par les policiers fascistes, condamnés par les juges au service d'un fascisme insidieusement installé dans l'Etat, ont été, avec les Algériens de France, les premiers témoins d'une gangrène qui avait déjà dépassé les frontières de l'Algérie. Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les militants de gauche, c'est tout le peuple qui est menacé.

Aussi bien, cette guerre, il faut que ce soit la guerre de tous les Français. Il y a quelques semaines encore,

la population refusait de voir ce qui était en jeu. Après la petite fille aveuglée, après le massacre policier du 8 février, après l'attentat du ministère des Affaires étrangères et celui d'Issy-les-Moulineaux, même les plus aveugles, même ceux qui ne veulent rien voir commencent à ouvrir les yeux. Mais il faut les y aider ; le devoir de chaque militant de gauche, aujourd'hui, c'est d'expliquer inlassablement que les bêtes humaines que nous avons en face de nous, représentent un péril au moins égal à celui du nazisme. Il faut faire comprendre que ces hommes sont ceux-là mêmes qui ont élevé la torture à la hauteur d'une institution et qui ont inventé des procédés auxquels la Gestapo n'avait pas songé ! Il faut mettre en valeur la lâcheté de leurs savantes provocations, en Algérie comme en France ; il faut faire voir ce qu'ils recherchent ; il faut faire comprendre que personne ne trouvera grâce devant leur folie criminelle. Ne pensons pas un instant que tout cela est déjà perçu, admis. Les longues années d'abrutissement de l'opinion par la presse des trusts ont porté leurs fruits.

Cette guerre, il faut aussi la mener dans sa logique et dans ses conséquences. Dans sa logique, d'abord. Notre guerre contre le fascisme est plus strictement que jamais solidaire de la lutte que vont mener les Algériens pour construire leur pays, pour mettre en œuvre leur révolution, pour libérer leur pays de la même vermine. Chaque succès de l'Exécutif provisoire dans l'extermination de l'O.A.S. facilitera notre lutte en France. Chacun de nos succès ici facilitera leur lutte en Algérie. Cette solidarité, nous devons la ressentir, la populariser. Elle est à la fois la condition du redressement de la gauche et le moyen d'éviter les manœuvres gouvernementales et les coups durs par lesquels les hommes de l'O.A.S. peuvent de nouveau, avec leurs complices au sein de l'armée et du régime, faire sombrer la paix et rétablir les chances du fascisme.

Il faut la mener aussi dans toute ses conséquences. La paix en Algérie, une fois rétablie et maintenue, la lutte contre l'O.A.S. peut être le début d'un grand reflux. La sale guerre d'Algérie ne faussera plus les données politiques. Les responsables de cette guerre apparaîtront pour ce qu'ils sont : des coupables. Nous ne devons pas l'oublier. Il y a d'abord, bien sûr, les complices directs de l'O.A.S. ; ceux auxquels les G.A.R. ont lancé leur avertissement à Paris le 12 mars et tous leurs pareils. Et il y a les Mollet, les Lejeune, les Lacoste et Bourges-Maunoury d'hier, responsables, que ce soit par leur férocité ou par leur veulerie, de ces années de tuerie. Il y a aussi les hommes de cette V^e République née de la guerre d'Algérie comme la vermine naît de la pourriture.

Nous arrivons, il faut l'espérer, à la fin des dix-sept années de guerre coloniale qui ont saboté toute l'évolution de la France d'après 1945. A nous d'en tirer la leçon et de la faire comprendre au pays. A nous de montrer que c'est maintenant le moment du grand règlement de comptes. A nous d'organiser l'élimination des hommes et des forces qui ont fait perdre à notre pays tant de dignité et de prestige dans le monde, tant de sang, tant de milliards qui ont fait commettre en notre nom tant de crimes, qui ont gâché tant de chances, qui ont contaminé l'âme de tant de jeunes hommes.

Oui, si nous savons être fidèles à notre devoir et à nos promesses, si nous ne rentrons pas nous aussi dans la veulerie de lendemains satisfaits, ce peut être maintenant le temps du grand nettoyage et bientôt celui de la grande construction. Peut-être faudrait-il savoir gré à l'O.A.S. de nous empêcher, par sa menace, de céder à la facilité de l'apaisement, de l'oubli, des arrangements et des désolants recommencements...

Claude BOURDET.



(Elie Kagan.)

● L'agriculture face au Marché commun.

UNE journée d'étude agricole organisée par la « Gauche européenne » s'est tenue à Clermont-Ferrand le 9 mars. Cette journée régionale, qui est la première d'une série qui se développera dans toute la France, avait pour but d'amener les syndicalistes et les spécialistes de l'agriculture auvergnate, à poser les problèmes sociaux des ruraux de leur région, à l'approche du Marché commun agricole.

La préoccupation essentielle des participants de cette journée a été le fait que nous sommes en présence d'une Europe capitaliste, « l'Europe des patries ou des patrons », déjà articulée et organisée, qu'aucune organisation des forces prolétariennes n'est encore venue contrebalancer.

Le premier objectif pour les forces de gauche, qui est de promouvoir des institutions européennes supranationales, capables de faire prévaloir une planification démocratique, a été particulièrement mis en relief par notre camarade André Philip. Faisant suite aux exposés introductifs à caractère nettement politique, un ingénieur agronome, Denis Cepède, ouvrit le dossier des statistiques et des prévisions économiques, afin de répondre à la question : « Le Marché commun agricole est-il souhaitable ? ». Après avoir insisté sur la volonté des paysans de ne pas servir de masse de manœuvre aux industriels dans les négociations européennes, et la complémentarité d'intérêt qui existe entre l'industrie et l'agriculture, il fit ressortir cette donnée relative aux possibilités d'expansion pour l'agriculture.

Dans le cadre français, les chances d'expansion, pour l'agriculture française, sont de l'ordre de 25 p. 100 alors que l'ensemble européen réserve une possibilité de 90 p. 100.

Au cours du débat de l'après-midi, Roland Viel (P.S.U.), secrétaire général de la Confédération générale de l'Agriculture, et Gérard Touban (P.S.U.), membre du bureau national de la Gauche européenne, ont successivement mis en relief l'endettement des paysans, la nécessité de régler le problème de la distribution et de lutter contre la paupérisation organisée de certaines régions sous-développées telles que l'Auvergne et la Bretagne, dont le capitalisme a fait de véritables colonies.

Cette journée à laquelle prirent part Georges Servent, secrétaire fédéral, le doyen de la Faculté de Droit de Clermont, le président de la Mutualité agricole, les dirigeants fédéraux de la F.D.S.E.A., de nombreux syndicalistes ouvriers et les cadres des différents organismes professionnels agricoles, a certainement eu le mérite de montrer ce que doit être la force rurale de gauche qui pourra imposer des formules socialistes aux « bâtisseurs de l'Europe », mais aussi, il faut bien le dire, de faire la démonstration de la présence du P.S.U. dans le syndicalisme agricole et l'écho que rencontrent ses analyses des problèmes ruraux et régionaux.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Du 14 au 20 mars

LE TEMPS DU GHETTO

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9.)

● Grand succès de la conférence agricole du P.S.U.

DIMANCHE dernier, 11 mars, se tenait, à Toulouse, sous la présidence de Henri Longeot, du Bureau national, une conférence régionale paysanne qui regroupait plus de soixante militants des différents départements du Sud-Ouest. Certains responsables C.N.J.A. de la Gironde, du Tarn et de l'Aveyron s'étaient excusés, ayant, au même moment, un congrès de leur organisation. Malgré ces contre-temps, la conférence était vraiment représentative du mouvement paysan régional, ce qui explique le haut niveau des discussions.

Le matin, Amat, secrétaire administratif de la F.D.S.E.A. de la Haute-Garonne, analysa avec beaucoup de brio l'évolution du monde agricole vers une intégration capitaliste ou une intégration coopérative. Des solutions d'ensemble furent recherchées car il fut évident pour tous que des solutions partielles, même de caractère coopératif, ne résoudraient rien.

L'après-midi, un rapport de Serge Mallet sur les structures de la propriété foncière fut particulièrement discuté et la conférence se transforma aisément en réunion de travail et de recherche. Nos propositions de réforme ont été creusées afin de les rendre indiscutables. Les questions des S.A.F.E.R., du droit de préemption, les notions de propriété d'exploitation et de rente foncière furent successivement examinées.

Un compte rendu détaillé de la conférence sera rédigé et édité afin qu'il puisse servir de base à des études ultérieures. D'autres conférences ont été décidées, l'une sur les structures du syndicalisme agricole et de la coopération, l'autre sur le problème des marchés-gares et des groupements de production.

Les participants à la conférence ont décidé par ailleurs de populariser les conclusions dans leurs départements respectifs et de participer aux travaux des commissions d'études économiques régionales qui vont être mises en place prochainement.

La semaine prochaine, Serge Mallet analysera plus en détail les résultats de cette journée.

● Les problèmes de l'agriculture au Cercle des Gauches de St-Girons.

LE CERCLE DES GAUCHES de Saint-Girons organise régulièrement des débats-conférences sur des sujets divers. Un ingénieur agronome, membre du Parti communiste, devait y mener récemment une discussion sur les problèmes actuels de l'agriculture française. Au dernier moment, les organismes fédéraux et locaux du P.C. lui interdirent cette participation en raison de l'influence exercée par le P.S.U. au Cercle des Gauches.

Profitant de la venue dans le Sud-Ouest de Serge Mallet à l'occasion de la conférence agricole du P.S.U. qui s'est tenue le 11 mars à Toulouse, le Cercle des Gauches l'invita à animer ce débat le samedi 10. En dépit du boycott organisé par la section communiste et les mises en garde de la section S.F.I.O. et des autorités ecclésiastiques locales, une cinquantaine de militants agricoles ariégeois — dont une large majorité de jeunes et de nombreux maires ruraux — participèrent à ce débat qui fit apparaître en Ariège comme dans les départements voisins l'accélération de la prise de conscience de la jeune paysannerie et son inquiétude devant la concentration capitaliste en cours dans les campagnes.

Le Cercle de Saint-Girons poursuivra désormais ses rapports d'une manière plus organique avec la jeune agriculture et des militants paysans des régions voisines viendront y faire part de leurs problèmes et de leurs réalisations.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

● Gestion des entreprises, Etat et planification.

Le Centre d'études socialistes poursuit ses efforts en vue de faire connaître et de préciser les différents problèmes que posent la planification démocratique et la gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes.

Il a organisé, le 27 février, un débat animé entre Pierre Mendès France, Pierre Naville, Serge Mallet et Claude Lefort sur le thème : « Les travailleurs peuvent-ils gérer l'économie ? »

Naville a insisté plus particulièrement sur l'aspect global de la démocratie économique : un plan déterminé par l'ensemble de la population dans ses grands choix est la condition d'une gestion démocratique à l'échelle non seulement de la nation mais aussi de l'entreprise.

Pour Serge Mallet, cette gestion démocratique des entreprises est nécessaire parce que la planification centrale ne peut tout résoudre, d'une part, mais, d'autre part, parce que, surtout dans une économie d'abondance relative, l'homme doit être rattaché à une société complexe au niveau où celle-ci lui est compréhensible.

Après Claude Lefort, qui constate que la démocratie ne peut être directe à l'époque présente et, qu'en conséquence, il y a toujours un risque que les représentants des travailleurs n'expriment pas parfaitement leurs revendications, Pierre Mendès-France montre que le syndicalisme doit commencer à concevoir que son rôle n'est pas seulement de contestation et de revendication dans une société démocratique socialiste, mais de gestion et de participation.

Cette transformation du syndicalisme sera difficile mais elle est nécessaire, sans cela le socialisme serait compromis.

En même temps que ce débat était organisé, le Centre d'études socialistes poursuivait son cycle de cours sur « L'Etat et la planification ».

Le cours inaugural a été donné, le 26 février, par Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.T.C., qui a montré l'action des syndicats dans le IV^e Plan et indiqué ses limites. Même si, dans l'imédiat, les résultats sont presque négligeables, il importe que les syndicalistes prennent conscience des problèmes économiques généraux, d'une part pour améliorer leur base de revendication au niveau de l'entreprise, d'autre part pour préparer une société gérée démocratiquement dans un avenir plus ou moins éloigné.

Le 12 mars, F. Lombard a montré comment s'élaboraient les plans français non seulement dans le domaine technique, mais aussi dans le domaine politique où des forces complexes agissent au moment de la réunion des commissions.

Trois autres cours doivent clore cette série.

G. DUCAROY.

● Stages nationaux de formation.

La Commission nationale de formation organise, du 2 au 7 avril 1962, un stage sur

LE SYNDICALISME ET LES ENTREPRISES

selon les mêmes méthodes et le même programme que le stage organisé l'été dernier.

Envoyer d'urgence les inscriptions à la Commission de formation, 8, rue Henner, Paris-9^e.

● Les grèves du Pays basque.

ON sait qu'il existe en Espagne un pullulement de groupes locaux antifranquistes spontanément organisés et dont un grand nombre sont d'inspiration socialiste révolutionnaire. Certains d'entre eux sont fédérés dans des organisations de résistance. L'une des plus fortes de ces organisations de résistance est le *Front de Libération Populaire* (Frente de Liberacion Popular), dont les principes d'action présentent beaucoup d'analogie avec ceux du P.S.U. français. Le *Front* publie un journal imprimé et des brochures populaires remarquablement édités pour la clandestinité (j'ai sous mes yeux une douzaine de ces brochures qui traitent des problèmes économiques, politiques et sociaux de l'Espagne). Les groupes du *Front* publient en Espagne des journaux ronéotypés : *Unité Ouvrière* (Unitad Obrera) et *Action Universitaire* (Accion Universitaria) qui témoignent d'une intense activité antifranquiste et socialiste.

Des suppléments à « Unitad Obrera » (le dernier datant du 15 février) nous donnent des renseignements intéressants sur les grèves du Pays basque. Les ouvriers de la C.A.F. (Compania Auxiliar de Ferrocarriles),

à Beasain, avaient manifesté le 31 décembre par une grève de la faim. A Saint-Sébastien se tenait, au même moment, une réunion des délégués du syndicat mixte (ouvriers et patrons) des usines métallurgiques et sidérurgiques de plus de 500 ouvriers. Les patrons voulaient aboutir à une convention collective pour « améliorer le climat social ». Mais les délégués ouvriers dirent ce qu'ils pensaient du syndicat fasciste et déclarèrent : « Il ne sera discuté de rien tant que ne sera pas résolu le problème de la C.A.F. » La solidarité de tout le Guipuzcoa était en marche. Affolement des hommes de paille du syndicat. Le 7 février, 800 manifestants parcoururent les rues de Beasain et continuèrent jusqu'à Villafranca. Le 8, après s'être réunis à la sortie de l'usine, ils se dirigèrent à nouveau vers Villafranca, au nombre de 1.200 à 1.500. Les longs imperméables noirs, typiques de la région, apportaient une note sombre et menaçante à cette démonstration de force et d'unité ouvrière. Ni la police armée ni la garde civile n'apparurent en rase campagne, espérant sans doute aussi que les ouvriers se lasseraient de ces « promenades ». A l'appel du Front de Libération, de son organisation basque (E.S.B.A. : Union des Socialistes Basques) et des organismes spontanés de lutte, déclare « Unitad Obrera », un large mouvement de solidarité se dessine.

A Irun, le 13 février, manifestation des ouvriers de l'usine centrale de la C.A.F. Le 14, les ouvriers sont restés à l'intérieur et ont commencé la grève de la faim. Le « délégué du travail » ordonne à l'ingénieur en chef de faire fermer l'entreprise.

« Unitad Obrera » tire les leçons des événements : l'intervention de l'Etat au service des patrons, la collusion du syndicat avec eux. Les travailleurs doivent comprendre que la lutte pour les revendications économiques exige la lutte contre l'Etat, ses organismes de répression et de contrôle. Les travailleurs ont fait l'expérience de nouvelles méthodes de lutte. Le journal conclut : *Travailleurs ! La défense de nos intérêts de classe exige la pleine liberté politique. Depuis la grève de la faim jusqu'à la lutte armée du peuple, toutes les méthodes de lutte seront employées.*

Y. CRAIPEAU.

Le billet de Jean Binot :

Les sordides

Il est donc dit que les limites de l'indécence peuvent toujours être reculées, que l'indécence est naturellement de mise pour certains individus, aux heures affreuses.

La tragédie n'est pas terminée à Issy-les-Moulineaux et déjà le funambule qui se dit ministre de l'Intérieur — le Frey du 8 février, des « morts étouffés » et des « bidules » — se remet à jacasser, osant parler, en imitant son Debré, de « défense de la République ! »

Tandis que Dusseaux de la même U.N.R. — de cette coterie qui ne sait plus s'il faut ou non aller aux urnes, parce que décidément rien n'est sûr — « s'incline » devant les victimes et demande au gouvernement de prendre « des mesures »...

Faut-il s'indigner ? Etonnons-nous seulement qu'en présence de tant de malheurs, grouille une telle hypocrisie.

L'Association Démocratique d'Elus et d'Animateurs de la Vie Locale et Sociale nous fait savoir qu'au sommaire du N° 24 (Janvier 1962) de sa Revue mensuelle « CORRESPONDANCE MUNICIPALE », toujours dans le cadre de l'Habitat et ses prolongements, vous trouverez :

- Législation historique et actuelle
- Amélioration de l'Habitat
- Bourse - Echanges
- Allocations-Logement
- Une Amicale de locataires
- L'Expérience yougoslave en matière de logement.

PRIX DU N° : 1 NF

Abonnement annuel (10 numéros) : 10 NF

C.C.P. FRESSON,
21, rue de la Montagne Pavée
Savigny-sur-Orge (S.-et-O.)
10.234.71 Paris

Elections législatives...

Incertitudes chez les stratèges de l'U. N. R.

Y aura-t-il bientôt des élections législatives? Il y a seulement deux semaines, tout le monde paraissait admettre que la consultation électorale aurait lieu à bref délai, à la fin du mois d'avril ou au début de mai. Le grand argument en faveur d'une date proche était que l'U.N.R., vraiment peu confiante dans la force du régime et dans la solidité de ses succès, avait hâte de saisir l'occasion. « Pressons-nous, disaient ses stratèges, d'exploiter l'effet produit sur l'opinion par la conclusion du cessez-le-feu. Il y aura d'abord un référendum. Comme en 1958, faisons-nous élire aussitôt après, sur la même lancée d'un succès gaulliste... »

Depuis, il semble bien que l'on marque, même à l'U.N.R., quelques hésitations. On se demande si l'on n'avait pas mis trop de hâte à être optimiste.

D'abord, s'il y a de fortes chances pour que l'accord franco-algérien soit conclu, au grand soulagement de l'opinion française, on a moins de certitude sur ce qui va suivre immédiatement, en Algérie et en France. En Algérie, il faudra assurer l'application de l'accord. En France, il faudra savoir si on organisera une campagne électorale et des réunions publiques tant que les tueurs de l'O.A.S. continuent à sévir. L'attentat d'Issy-les-Moulineaux donne une vue tragique de ce que risquerait d'être cette campagne. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce serait une piètre illustration des succès d'un régime qui s'est prétendu régime d'ordre et de paix civile.

Et puis l'U.N.R. commence à avoir des doutes sur ses propres chances. L'élection municipale de Mont-de-Marsan, où son candidat, député et maire sortant, a été battu, est un avertissement : l'U.N.R. a été surclassée par une coalition S.F.I.O.-M.R.P.-Radicaux. Il y a aussi l'opposition au régime qui a enregistré des progrès dans diverses communes.

Enfin, on s'aperçoit encore chez les gaullistes inconditionnels qu'il n'est peut-être pas aussi aisé qu'on l'avait imaginé de se présenter devant l'électeur sans autre programme que de dire : « Nous sommes les hommes du général de Gaulle et nous le suivrons quoi qu'il fasse, ne sachant d'ailleurs pas plus que vous ce qu'il veut faire... » Elus sur le thème « Garder l'Algérie à la France », les députés U.N.R. vont se retrouver candidats pour défendre un accord qui consacrerait l'indépendance de l'Algérie. La puissance d'oubli a des limites. Plus d'un gaulliste pourrait se trouver en difficulté de ce fait. Ne dit-on pas, par exemple, que M. Triboulet risque d'être en compétition avec... celui qui l'a remplacé lorsqu'il est devenu ministre et qui, lui, continue à se faire le champion des thèses que le même Triboulet soutenait il y a trois ans ?

Voilà quelques-unes des considérations qu'inclinent aujourd'hui les gaullistes à modérer leur enthousiasme pour se représenter devant l'électeur.

Quant à de Gaulle, une fois de plus, il s'entoure de mystère. Il est vrai que, pour lui, l'affaire est de peu d'importance. C'est une formalité, une concession au « jeu démocratique ». Ce qui compte, à ses yeux, c'est le référendum. Bien sûr, il aimerait mieux que la prochaine Assemblée fût, comme celle-ci, dominée par l'U.N.R. Mais que les rapports de force entre U.N.R., Indépendants, M.R.P., S.F.I.O., Radicaux, subissent quelques modifications, cela lui importe peu. S'il reste au pouvoir, c'est lui qui fera le choix du Premier ministre et des membres du gouvernement. La meilleure preuve, la voici : lorsqu'on évoque l'hypothèse d'un remplacement de Debré, on cite Pompidou. Un gaulliste inconditionnel en remplacerait un autre sans que le suffrage universel ait joué le moindre rôle dans l'affaire.

Le porte-parole des « gaullistes de gauche », Louis Vallon, a d'ailleurs tout récemment avoué sans ambages la conception que les gaullistes se font d'une consultation électorale. Il ne s'agit que de conquérir les mandats sans autrement se préoccuper des programmes : « Les gaullistes des diverses écoles, a-t-il dit, ont le devoir d'éviter au premier tour d'inutiles concurrences... L'unité de candidature gaulliste, au sens large du mot, établie par des accords passés dès le premier tour de scrutin, assurera la victoire... » La victoire pour quoi faire ? La politique de l'U.N.R. ou la politique des « gaullistes de gauche » ? Tout simplement la victoire des gaullistes à tout faire...

C'est, en réalité, à l'opposition au régime qu'il appartient de donner à ces élections, si elles ont lieu, une signification réelle. Bien sûr, cette opposition sera de toute façon présente dans cette bataille parce qu'elle doit participer à toutes les formes de bataille politique. Elle devra ramener à sa juste valeur la politique algérienne du pouvoir gaulliste, dénoncer son incohérence, les empiètements constants de l'Exécutif, les progrès de l'arbitraire, le nationalisme de sa politique internationale, son incapacité à résoudre les problèmes économiques et sociaux. Le réquisitoire contre le gaullisme constitue un lourd dossier.

Mais toutes les conditions de cette bataille seraient profondément changées si toutes les forces qui, depuis 1958, ont combattu le régime, l'abordaient en se présentant comme une coalition cohérente et non en ordre dispersé, si enfin elles couronnaient leur union par la présentation d'un programme commun.

P. L.

Si en France le ridicule tuait, la vie de M. Frey serait en danger

Le sort est parfois plein de malignité... Il lui arrive de ménager des concours de circonstances qui sont chargés de significations.

Samedi matin 10 mars, l'attentat de l'O.A.S. à Issy-les-Moulineaux fait trois morts et une cinquantaine de blessés. Parmi les morts : deux gardiens de la paix. Un troisième est gravement atteint.

Le même jour est rendue publique la décision de révoquer de ses fonctions M. Maurice Rouve, secrétaire général de la Fédération générale des personnels de la Police Municipale. M. Rouve était déjà suspendu de ses fonctions depuis la fin de décembre. Soulignant la contradiction du gouvernement, il s'était élevé dans une lettre au ministre de l'Intérieur contre l'interdiction de la manifestation du 19 décembre. Cependant, M. Debré affirme, d'une part, sa volonté de réprimer le terrorisme de l'O.A.S. et dit qu'il engage la police dans cette action — mais en même temps interdit les manifestations anti-O.A.S., les fait réprimer avec la brutalité que l'on sait et, par de telles décisions, prodigue son encouragement aux éléments de la police plus soucieux de taper sur la gauche que de traquer l'O.A.S.

Ce n'est pas tout. Comme s'il voulait braver le ridicule, M. Frey, ministre de l'Intérieur, donc responsable

de la révocation de M. Maurice Rouve, prononçait le même jour une allocution radiodiffusée. Il a déclaré à cette occasion :

« C'est à un grand peuple, trempé par les épreuves au cours de sa longue histoire, que je m'adresse ce soir... Dans leur indigence intellectuelle et morale, isolés de la nation, les ennemis de la République ne trouvent d'autres moyens que de tenter de semer la terreur et de jeter les Français les uns contre les autres... »

« ...C'est mal connaître les Français qui, aujourd'hui, comme hier, sont prêts à défendre leurs libertés. »

Encore faudrait-il leur permettre de le faire ! On ne saurait étaler plus ouvertement les incohérences de ce pouvoir qui prétend agir au nom de la nation, mais s'obstine à tenir à l'écart de toute lutte politique les grandes forces populaires, et le plus souvent agit contre elles.

Les dirigeants de la Fédération des personnels de la Préfecture de Police n'ont pas manqué de ressentir cette contradiction. Ils maintiennent M. Maurice Rouve dans ses fonctions jusqu'à l'expiration de son mandat et ils ont déjà entrepris des démarches de protestation. De même la Fédération F.O. de la Sûreté Nationale s'est élevée contre cette sanction et a demandé qu'elle soit rapportée.

De nouvelles adhésions !

« J'ai été, depuis ma plus tendre enfance (1909), un militant socialiste convaincu. Mon père était secrétaire du parti S.F.I.O. à Villeneuve - Saint - Georges, au moment des grèves de Draveil, et j'ai longtemps milité à la 9^e section de Paris. Je vous citerai Daniel Mayer comme référence. »

« Bien que j'aie 61 ans, j'estime que c'est mon devoir de reprendre la lutte actuellement ; mais les stupidités de Mollet me contraignent à suivre votre exemple et je vous demande de bien vouloir agréer mon adhésion au P.S.U. »

Ch. C...
Strasbourg.

« Devant les événements toujours plus sanglants les uns que les autres, commis par des nerfs, et cela avec la complicité flagrante d'un gouvernement antiouvrier, le moment est venu d'unir toutes nos forces. C'est pour cela que j'adhère au P.S.U. »

J. M...
Paris (XVII^e).

« Je tiens à vous dire que je suis lecteur de l'« Observateur » depuis 1954, que je suis pensionné d'Algérie où, entre autre, je fis un séjour de trois mois dans un régiment de Légion étrangère à titre de mesure disciplinaire »

« pour activités subversives ». Je fus, en 1955, dans les premiers à dénoncer les tortures, mais ceci est une autre histoire ! J'ai attendu, comme vous le voyez, très longtemps avant de m'engager, mais les événements se précipitant, il n'est plus permis de rester dans l'expectative. »

C. G...
Gennevilliers.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

(Permanent tous les jours
de 14 h. à 24 h.)

LES MARINES

(François REICHENBACH)

LES MISTONS

(François TRUFFAUT)

LE MYSTERE DE L'ATELIER 15

(Alain RESNAIS
et André HEINRICH)

LA SEINE A RENCONTRÉ PARIS

(Joris IVENS et Jacques PREVERT)

HOTEL DES INVALIDES

(Georges FRANJU)

3 dessins animés américains

Du 14 au 27 mars

Grâce à "Tribune Socialiste"
vous pouvez avoir dans votre bibliothèque

tout BALZAC tout de suite

en 3 somptueux volumes
richement illustrés et
reliés dos cuir véritable,
pour 23 NF par mois.

Voici enfin l'édition idéale des Œuvres Complètes d'Honoré de Balzac. Elle réussit le tour de force de présenter dans une belle typographie d'une parfaite lisibilité, en trois magnifiques in-4° 19,5 x 29,5 que peut accueillir la bibliothèque des appartements d'aujourd'hui, des textes d'ordinaire étirés en une vingtaine de volumes : outre le texte intégral de la Comédie Humaine, tous les autres romans, les Contes Drolatiques, le Théâtre etc...



CONDITIONS
EXCEPTIONNELLES
POUR NOS LECTEURS

FRANCE METROPOLITAINE

23 NF par mois (18 versements)
ou 360 NF comptant
(1 ou 3 versements mensuels)

EMBALLAGE GRATUIT

envoi contre remboursement
du montant du premier versement
(majoré des frais de port)

FACILITÉ DE RETOUR
(avec remboursement immédiat)
RIEN A PAYER D'AVANCE

l'avoir vu, de nous renvoyer l'ouvrage,
dans son emballage d'origine.

Mais attention, le tirage est limité à 3.000 exemplaires numérotés. Il sera très vite épuisé. Les commandes étant servies par ordre de réception, votre intérêt est d'envoyer immédiatement le bon ci-dessus à notre Service Littéraire 71, rue des Saints-Pères - Paris 6^e.

BON à adresser à notre Service Littéraire 71, rue des Saints-Pères - Paris 6^e

Veillez m'adresser un Balzac complet en 3 volumes. Je réglerai en 1 3 18 versements, l'ouvrage complet m'étant adressé contre remboursement du montant du 1^{er} versement augmenté des frais de port Je me réserve le droit de renvoyer les volumes intacts dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement remboursé.

T. S. 3^e

NOM PROFESSION

Adresse

N^o C. C. P. ou bancaire Signature :

RETARDS A ÉVIAN

LA FORCE LOCALE ALGÉRIENNE DOIT ÊTRE ASSOCIÉE A LA LUTTE CONTRE L'O. A. S.

A l'heure où notre journal s'imprime, l'accord n'était pas encore réalisé à Evian entre les délégations française et algérienne. Des difficultés avaient surgi samedi et dimanche et retardaient l'annonce officielle du cessez-le-feu. Tous les observateurs, cependant, s'accordaient à dire que ce ralentissement, pour fâcheux qu'il fût, n'était pas de nature à créer un risque de rupture.

Il vaut cependant la peine de mettre en lumière la nature des contestations qui ont surgi dans cette ultime phase des négociations. Cette analyse présente l'intérêt de révéler très concrètement les difficultés de fait auxquelles va se heurter l'application des accords conclus.

On sait que la période intérimaire entre le cessez-le-feu et le référendum d'autodétermination repose sur une notion juridique : la France conserve pendant ce délai la souveraineté de droit en Algérie ; son autorité sera représentée par un haut-commissaire. Mais comme le G.P.R.A., ainsi qu'il était facile de le prévoir, n'entend pas signer un cessez-le-feu sans garanties pour l'avenir, comme il ne peut pas arrêter les combats pour remettre tous les pouvoirs à l'autorité française, un partage de fait a été imaginé : il y aura, à côté du haut-commissaire, un Exécutif provisoire à majorité algérienne.

D'où l'exigence d'une première garantie : la composition de cet Exécutif, le choix des personnes, car les Algériens qui en feront partie ne seront pas tous des représentants du F.L.N. Cependant, il ne semble pas que ce soit la difficulté majeure.

Ce qui est infiniment plus important, c'est de savoir quels seront les pouvoirs de cet Exécutif, notamment en ce qui concerne le maintien de l'ordre pendant la période transitoire. On voit bien comment le problème se pose : le F.L.N., avec le sentiment justifié par les réalités d'avoir obtenu satisfaction sur l'essentiel (on négocie avec lui, on admet en fait que l'Algérie sera indépendante, on a renoncé à l'amputer du Sahara, etc.), le F.L.N. est prêt à faire des concessions de forme et même de fond pour ménager toutes les transitions nécessaires après sept ans de luttes atroces. Le pouvoir gaulliste a renoncé, de son côté, à s'accrocher aux chimères : de Gaulle veut sans doute se débarrasser du problème et les gaullistes ne songent qu'à exploiter politiquement et électoralement la conclusion de l'accord.

Mais il y a l'O.A.S. et les risques de

sabotage des accords que nous avons analysés ici la semaine dernière. La question est la suivante : peut-on laisser la majeure partie des responsabilités pour le maintien de l'ordre à une administration française qui contrôle si mal son armée et sa police ? Ou, si l'on veut présenter la question autrement, est-il raisonnable de se priver, dans la lutte contre l'O.A.S., de ce qui sera le meilleur atout, c'est-à-dire une collaboration large et active des ennemis les plus déterminés de l'O.A.S. : la « force locale » composée d'Algériens ? Va-t-on notamment refuser de se servir de cette force locale à Alger et à Oran, où le danger est le plus pressant et la cantonner dans le bled où, en fait, il y a peu de troubles, où même, selon beaucoup de témoins, des transferts de pouvoirs se sont accomplis sans grands heurts et sans effusion de sang ?

Tel est bien le problème. Et s'il se pose aujourd'hui, s'ajoutant aux difficultés déjà nombreuses et inévitables, c'est parce que l'on a trop attendu avant d'en venir enfin à la négociation, c'est parce que les atermoiements gaullistes ont permis aux ultras de s'organiser, parce que les

duplicités du pouvoir ont exaspéré les Européens et les ont engagés à une résistance folle et désespérée en même temps qu'elles entretenaient l'équivoque dans l'armée.

Comme on l'a dit fort justement, au moment où enfin de Gaulle est résigné à mettre un terme à la guerre franco-algérienne, il se trouve par sa faute, et nous nous trouvons, à cause de lui, devant un autre risque : l'O.A.S. et le sabotage de la paix.

Il faut aussi compter avec les habitudes de cet incorrigible pouvoir, toujours disposé à manœuvrer. Il a, par son insistance à faire dire que tout était réglé, donné l'impression aux négociateurs algériens qu'il voulait bousculer la discussion. Il semble aussi que, toujours accroché aux considérations de prestige, il ait tenté de présenter le cessez-le-feu moins comme le résultat d'un accord négocié que comme octroyé par de Gaulle dans sa magnanimité, comme une sorte de « paix des braves » qu'évidemment le F.L.N. ne peut accepter.

Décidément, il faut toujours s'attendre à voir ce régime tenter de reprendre d'une main ce qu'il concède de l'autre.

Pierre LUQUET.

LES DÉCOUVERTES DE "FRANCE NOUVELLE"

LE Cessez-le-feu n'est pas encore intervenu que, déjà, *France Nouvelle*, hebdomadaire central du parti communiste thorzien, se préoccupe d'écrire, à sa façon, l'« histoire » de la guerre d'Algérie.

Dans son avant-dernier numéro, plusieurs articles sont consacrés aux manifestations de rappelés qui, en 1955 et 1956, mirent les gouvernements d'alors en fâcheuse posture. Aujourd'hui, le journal communiste n'a qu'éloges pour ce qu'il considère comme une action déterminante pour la paix en Algérie. Ces luttes d'hier, celles d'aujourd'hui constituent un « même combat » opiniâtre sur un « chemin difficile et long, semé d'embûches et d'obstacles... ». Cet hommage, aujourd'hui rendu à ceux qui montrèrent la voie de l'action efficace, est sans doute une bonne chose. Mais combien tardive ! Il peut même, dans une certaine mesure, être considéré comme l'hommage du vice à la vertu.

Car, enfin, il suffit de feuilleter

quelques journaux communistes de l'époque.

Le 10 octobre 1955, *l'Humanité* dénonçait les « agissements de certains éléments provocateurs ». La fédération du P.C. de Seine-Maritime reprenait les mêmes arguments contre ceux qui, en fait, donnaient un contenu politique réel à ces manifestations spontanées. Mieux, le 17 octobre 1955, Christian Echarde, membre du Bureau National de l'U.J.R.F. (des ex et futures Jeunesses Communistes), reprenait, toujours dans *l'Humanité*, les mêmes mots d'ordre. Mais cette fois, il ne s'agissait plus seulement de provocateurs mais aussi d'« éléments qui sont en liaison avec la police... comme cela a été ouvertement démontré ».

A l'insu succédait la calomnie rituelle.

Le motif profond de cette hargne ? Dans la région parisienne, l'unité des mouvements de jeunesse était réalisée : Auberges de Jeunesse, Etudiants S.F.I.O., Etudiants de la Nouvelle Gauche, Jeunes de la C.G.T.-F.O., équipes de la J.E.C., responsables des Scouts de France, membres du Mouvement chrétien pour la Paix, Jeunes de la F.E.N., du syndicat autonome des P.T.T. et bien d'autres exprimaient leur volonté de REFUSER CETTE GUERRE.

Leurs mots d'ordre : « PAS UN JEUNE DU CONTINGENT POUR LA REPRESSION EN AFRIQUE DU NORD... NON A LA GUERRE, OUI A LA NEGOCIATION. » Des jeunes catholiques réunis à l'église Saint-Séverin proclamaient : « Nous serions prêts demain à prendre les armes contre toute armée qui viendrait jouer ici le rôle que l'on veut nous faire jouer aujourd'hui en Afrique du Nord. » Et à leur frère de combat, au futur rappelé, ces mouvements de jeunesse n'hésitent pas à poser la question : « Que ferais-tu dans cette guerre à la place d'une jeune Nord-Africain sans école, sans travail, sans avenir, humilié, désespéré ?... »

Alors que presque toute la jeunesse parisienne était groupée dans le « Comité des organisations de jeunesse », une « défaillance » devait être relevée : celle de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France et ses annexes. Et lorsque, le 13 octobre 1955, un meeting est organisé à la Mutualité, l'U.J.R.F. refuse d'y participer. Ce meeting fut évidemment interdit. Mais il y eut néanmoins une contre-manifestation où l'U.J.R.F. était tout aussi absente. Il fallait déjà, sans doute, rester dans le cadre de la légalité. Il y eut ce jour-là soixante-deux arrestations. Il n'y eut dans la presse quotidienne que deux quotidiens pour parler de provocation : *L'Aurore* qui, fidèle à son rôle, dénonça les « communistes » et *l'Humanité* !

Aujourd'hui, *France Nouvelle* se félicite de l'unité qui régnait alors... Allons, la leçon a été bien apprise au carrefour Kossuth : plus le mensonge est gros, plus il a de chances d'être cru. Les Français, paraît-il, ne connaissent pas l'histoire...

L. HOUEVILLE.

Un appel

aux Anciens d'Algérie

Nous avons reçu l'appel suivant, lancé par la Fédération Nationale des Anciens d'Algérie :

NOUS les démobilisés, qui avons passé de longs mois sur le sol algérien, proclamons solennellement, notre volonté d'en finir complètement avec la guerre d'Algérie et avec l'O.A.S.

Il faut que l'on sache notre détermination de s'opposer à tout ce qui tendrait à faire échouer la paix en Algérie.

Nous veillerons à l'application loyale du droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple algérien.

Notre expérience de la guerre d'Algérie nous fait solidaires de ceux qui exigent la mise hors d'état de nuire, le châtiement des assassins de l'O.A.S., et de leurs complices.

Nous avons connu le racisme, la violence, la multiplication, dans l'impunité des plastiquages, des assassinats, des désertions d'officiers, des vols d'armes et de munitions, des évasions stupéfiantes. Nous savons les nombreuses complexités dont dispose l'O.A.S. dans l'Etat.

Au moment où il est possible d'espérer une paix tant attendue par les peuples de France et d'Algérie, l'unité de tous ceux qui veulent la paix nous apparaît plus que jamais nécessaire.

Anciens démobilisés d'Algérie, si vous êtes d'accord avec cet appel qui a déjà reçu des milliers de signatures, nous vous demandons de bien vouloir envoyer vos nom, prénom, adresse et corps de troupe en Algérie à l'adresse suivante : Jean-Claude Citerne, F.N.A.A., 17, rue Ed.-Manet, Paris (13^e).

LE COMITE PARISIEN DE LA F.N.A.A.

SOLIDARITÉ

LA conclusion toute proche du cessez-le-feu en Algérie ne met pas fin, bien au contraire, aux activités de la Commission nationale de Solidarité. De nouveaux problèmes vont se poser qu'il nous faudra résoudre.

Il y aura tout d'abord l'accueil des détenus politiques libérés. Il faudra, dans bien des cas, assurer l'hébergement temporaire et disposer des ressources indispensables pour assurer une réadaptation nécessaire.

Il sera toujours nécessaire aussi d'assurer aux familles les concours sur lesquels elles doivent pouvoir compter.

Il y aura encore les victimes de la répression policière qui doivent être assurées que la solidarité ne s'arrêtera pas avec la paix retrouvée.

Nous avons besoin de ressources importantes et régulières. Dans le budget mensuel de chaque section, une participation solidarité doit être prévue. C'est le seul moyen de permettre à la commission de s'engager à assurer régulièrement certaines dépenses.

Faut-il l'ajouter ? Tous nos amis lecteurs ou sympathisants sont invités à intensifier leur aide : la solidarité est l'affaire de tous.

LA COMMISSION NATIONALE DE SOLIDARITE

● Adressez les versements à : Louis HOUEVILLE C.C.P. PARIS 15.536-77

POUR LES JEUNES

L'Union des Clubs de Loisirs et de Vacances vous invitent à danser au CABARET CLUB DES JEUNES le mercredi 21 mars, à partir de 21 heures.

Avec la vedette de la chanson Fréda Boccara

Entrée : 3,50 NF, consommation comprise.

« Club de la Mouff », 69, rue Mouffetard, Paris (V^e).

AU PILORI !

Nous avons déjà cité l'exemple des initiatives prises par un certain nombre de fédérations du P.S.U. pour poser ouvertement à des élus de leur département la question de savoir si oui ou non ils désapprouvent les méthodes de l'O.A.S.

Voici aujourd'hui un nouvel exemple. Sur l'initiative de la fédération d'Indre-et-Loire de notre parti, dix-sept organisations ont adressé une lettre ouverte à M. Jean Royer, député et maire de Tours, qui fut au nombre des quatre-vingts parlementaires ayant voté « l'amendement Salan ». Voici ce texte :

NOMBREUX sont vos administrés que l'évolution actuelle de la situation intérieure du pays inquiète. Non seulement les terroristes de l'O.A.S. détruisent et tuent, mais encore certains hommes politiques croient devoir exprimer aux assassins sinon leurs encouragements, du moins leur compréhension bienveillante. Vous serez sans doute d'accord avec nous pour penser que toute forme d'appui, si détournée soit-elle, aux tueurs de l'O.A.S. est de nature à hypothéquer gravement le salut de la République.

Or une certaine évolution semble affecter votre conduite politique : d'un soutien chaleureux à l'action du général de Gaulle vous êtes passé à un simple respect des « qualités personnelles » de celui-ci (cf. *l'Espoir* du 27 janvier 1962). Loin de nous l'intention de vous reprocher ce changement d'intensité dans vos sentiments à l'égard du Président de la République si votre nouvelle attitude ne s'assortissait d'un refus d'envisager toute négociation pour mettre fin au drame algérien qui vient encore tout récemment d'endeuiller plusieurs familles de votre département.

D'autre part, on a pu reconnaître dans le programme que vous faites voter dans l'éditorial du même numéro de *l'Espoir* certains éléments du programme de l'O.A.S.

(gouvernement de salut public, création d'un Etat de type « sudiste », intensification de l'effort de guerre...).

Enfin et surtout vous avez voté dans la nuit du 9 novembre 1961 (cf. J.O. du 10 novembre, p. 4251) l'amendement Valentin (plus connu sous le nom « d'amendement Salan-Valentin ») qui présente, selon les propres termes du député S.F.I.O. Schmitt, « une extraordinaire similitude avec le message que l'ex-général Salan a envoyé le 11 septembre à tous les parlementaires ».

Vous comprendrez alors certainement l'inquiétude d'un bon nombre de vos administrés devant ces sources d'équivoque. Il vous appartient de les dissiper de la façon la plus catégorique. C'est dans ce but que vous accepterez certainement de prendre vos responsabilités (cf. *l'Espoir*) en répondant clairement à cette seule question : « Désapprouvez-vous l'action de l'O.A.S. ? »

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Député-Maire, l'expression de nos sentiments républicains.

U.D. C.G.T. d'Indre-et-Loire.
U.D. C.F.T.C. d'Indre-et-Loire.
F.E.N. (section d'Indre-et-Loire).
S.N.I. (section d'Indre-et-Loire).
S.G.E.N. (section d'Indre-et-Loire).
Parti Communiste Français.
Parti Socialiste Unifié.
F.O.P.A.C.

COMMUNIQUÉ DU P.S.U.

Le Bureau National du Parti Socialiste Unifié communique :

L'odieux attentat d'Issy-les-Moulineaux, venant après la mitraillade de Vincennes, montre que l'O.A.S. est décidée à passer à une deuxième phase de son action meurtrière.

Pour faire face à cette me-

nace et pour empêcher que soit sabotée la négociation qui s'achève, les organisations populaires : syndicats, partis et mouvements de jeunesse — doivent mobiliser toutes leurs forces et se préparer à agir dans les tout prochains jours.

10 mars 1962.

Action énergique au Quartier Latin

LE F.U.A., qui regroupe les Comités antifascistes des lycées, facultés, laboratoires, avait déjà fait parler de lui en chassant les fascistes d'un local où ils tenaient une réunion, rue Blanche.

Samedi 3 mars, il organisait une « manifestation surprise » : après avoir sérieusement corrigé un groupe de vendeurs de journaux fascistes, un millier de lycéens et étudiants, convoqués de « bouche à oreille », manifestèrent vingt minutes dans les rues du quartier Saint-Lazare sous les applaudissements de nombreux passants dont certains rejoignaient le cortège.

Cinq minutes après la dispersion, d'importantes forces de police « quadrillaient » le quartier, alors qu'elles s'étaient montrées particulièrement discrètes pendant la vente des journaux fascistes.

Lundi 12 mars, après la grève décidée par les syndicats, le F.U.A. — reprenant en cela les propositions faites par notre parti aux syndicats — appelait les lycéens, étudiants et universitaires à manifester dans la rue leur volonté de briser l'O.A.S.

Après un meeting de l'U.N.E.F. dans la cour de la Sorbonne, le F.U.A. dirigeait les étudiants vers le Luxembourg. La manifestation, partant du Luxembourg, empruntait le boulevard Saint-Michel, le boulevard Saint-

Germain pour se disperser aux Gobelins. Les slogans que scandaient près de 3.000 lycéens, étudiants et universitaires différaient eux aussi de ceux que l'on entendait près de l'Hôtel de Ville : « Libérons les Algériens », « Fusillez les plastiqueurs », « Algérie indépendante », « Papon assassin ». On chanta même l'Internationale.

La dispersion, effectuée dans le calme, eut lieu avant l'intervention de la police.

Quelles leçons tirer de cette manifestation ?

Le F.U.A. a prouvé une nouvelle fois qu'il était à l'avant-garde de la lutte antifasciste au Quartier Latin et dans les lycées. Il a choisi les formes d'action appropriées à la lutte antifasciste en milieu étudiant.

Mais de plus, le F.U.A. nous a convaincus de deux choses :

— la première, c'est que les inorganisés, nombreux au F.U.A., ne constituent pas inévitablement un frein pour l'action, ni une masse de manœuvre pour les partis ;

— la seconde, c'est que l'action des militants politiques plus expérimentés et plus formés, était importante et qu'en particulier, celle que les étudiants du P.S.U. ont menée au sein du F.U.A. depuis sa création, n'avait pas été inutile.

J.-A. PENENT.



Leur volonté de briser l'O.A.S.

(Elie KAGAN)

Un appel des Juristes Républicains

Le Comité de Vigilance des Juristes républicains élève de nouveau une véhémement protestation contre les criminels attentats de l'O.A.S.

Ils viennent de viser, dans la soirée du 1^{er} mars, trois avocats à la cour de Paris : M^{re} Anne-Marie Parodi, M^{re} Manville et M^{re} Pinet.

Le Comité de Vigilance s'incline douloureusement devant la dépouille mortelle de M^{re} Garrigue, avocat au barreau d'Alger, assassiné le même jour par les mercenaires de l'O.A.S., dans le cabinet de M^{re} Popie.

Alors que l'un des tueurs de M^{re} Popie bénéficiait des circonstances atténuantes, ses complices assassinaient le plus proche de ses amis, celui qui avec abnégation, avait continué sa tâche.

Le Comité de Vigilance des Juristes républicains dénonce la folie meurtrière des fascistes de l'O.A.S., qui bénéficient d'une mansuétude coupable.

Il réclame des Pouvoirs publics une action énergique menée sans défaillance contre les exécutants, les inspirateurs politiques et les apologistes de l'O.A.S.

Il appelle tous les membres des professions judiciaires à manifester

leur opprobre à tous ceux qui se font les porte-parole de l'O.A.S.

Il appelle tous les juristes républicains à s'unir et à redoubler de vigilance pour assurer la protection des démocrates visés par les assassins fascistes et pour le combat contre la résurgence du nazisme.

Pour le transfert en France des détenus algériens

Les avocats P.S.U.,

— Considérant que la défense des nationalistes algériens ne peut être assurée en Algérie ; que les détenus algériens sont placés dans un état d'insécurité tel que leur existence se trouve quotidiennement menacée ;

— Demandent que tous ceux qui sont détenus en Algérie pour leur action en faveur de l'indépendance de l'Algérie soient transférés immédiatement en France.

G.A.R. contre O.A.S.

Le recensement des fascistes est commencé

L'IGNOBLE attentat d'Issy-les-Moulineaux a ému les Parisiens. Après l'assassinat de Boissier, au Quai d'Orsay, après la mutilation de la petite Delphine Renard, ce nouvel acte de sauvagerie a montré à la population de la région parisienne la voie dans laquelle se dirige l'O.A.S. : le terrorisme aveugle, victorieux dans

ses, ont manifesté leur sympathie à l'organisation terroriste et voté, en particulier, « l'amendement Salan » en novembre dernier : Deverny (M.R.P.) ; Caillemer, Henault, Joyon, Lacoste-Lareymondie, Le Pen, Sy (indépendants) ; Biaggi, Portolano (Unité de la République) ; Bidault, Lebas, Vaschetti (non inscrits) ; un



« Fusillez les plastiqueurs. »

(Agip)

les villes d'Algérie, veut « mettre en condition » les Parisiens et favoriser un coup de force fasciste. Ce que l'ensemble des organisations démocratiques ne cesse de répéter depuis plusieurs mois se confirme avec éclat aux yeux de tous par l'odieuse explosion de la rue Ernest-Cresson : trois morts et quarante-sept blessés s'ajoutent à la longue liste des victimes du fascisme.

Les organisations syndicales de la région parisienne ont immédiatement réagi et lancé un mot d'ordre de grève d'une demi-heure en fin de journée lundi soir qui fut largement suivi. On peut regretter cependant que les grandes manifestations de rues qui sont possibles — l'exemple du 19 décembre, du 8 et du 13 février le prouve — n'aient pu exprimer la volonté populaire d'en finir avec les assassins de l'O.A.S.

La grève fut un grand succès. La C.G.T. estime que près de deux millions et demi de Parisiens ont fait grève. Pour prendre quelques exemples, dans les transports publics, R.A.T.P. - S.N.C.F., les débrayages s'établissent entre 80 et 90 p. 100. Sur les aérodromes, 70 p. 100 des employés ont cessé le travail. Dans la presse, l'arrêt a été quasi total. Dans la métallurgie, on a enregistré un fort pourcentage de grévistes, notamment chez Renault, à la S.N.E.C.M.A., chez Dassault, Hispano, Thomson, etc.

Dans de nombreuses communes de banlieue, des cortèges constitués à la sortie des usines se sont rendus devant les mairies aux cris de « Fusillez les plastiqueurs », « A bas le fascisme ». A Paris, de nombreuses délégations du Mouvement de la Paix ont été reçues par les élus. Au Quartier latin, après un meeting de trois mille personnes à la Sorbonne, une manifestation massive du Front Universitaire Antifasciste a défilé jusqu'aux Gobelins.

Dénoncer publiquement les fascistes

A la même heure, les Groupes d'Action et de Résistance (G.A.R.) ont dénoncé publiquement les hommes politiques sympathisants de l'O.A.S. Près de deux mille hommes se sont rendus au domicile de quinze personnalités d'extrême-droite : douze députés qui, à de nombreuses repri-

sénateur, Bernard Lafay (centre républicain), et deux conseillers municipaux : Devraigne et Menuet. Au domicile de chacun d'eux, l'inscription : « Ici habite X..., complice des assassins de l'O.A.S. » (signé G.A.R.), dénonçait leur attitude. Les militants des G.A.R. distribuaient alors des tracts affirmant que « les tueurs d'Issy-les-Moulineaux, les plastiqueurs de Delphine Renard, les assassins de Locussol (étaient) les amis » des hommes visés. Près de trente mille tracts furent ainsi distribués en différents points de Paris à la même heure et en aucun endroit les policiers n'eurent à intervenir. Mieux : chez Le Pen, villa Poirier, malgré la présence de trois cars de police, aucun agent ne montra le bout de son képi.

Comme le déclarait un responsable parisien des G.A.R. au micro d'Europe n° 1 : « Partout, dans chaque quartier, les G.A.R. recensent les fascistes. Bien d'autres seront dénoncés à l'opinion publique comme viennent de l'être Le Pen, Biaggi, Lacoste-Lareymondie... »

P. L.

Communiqué

Le Comité antifasciste des imprimeries Lamartine s'incline avec douleur devant les trois victimes assassinées à Issy-les-Moulineaux par l'O.A.S.

De cette douleur monte une colère sourde, une colère pareille à celle du 8 février au soir.

Qu'attendent le gouvernement et les pouvoirs publics pour :

— arrêter les meneurs de l'O.A.S., leurs complices, leurs protecteurs et les instigateurs de leurs crimes ;

— les châtier avec rigueur.

Cela paraît facile, sauf — bien entendu — s'il y a, et il y a, au sein même du gouvernement et des pouvoirs publics des complices de l'O.A.S., qui n'ont aucun respect de la liberté et de la personne humaine.

Or, comme l'a proclamé le ministre de l'Intérieur, toute indulgence envers les coupables équivaut à la complicité.

Le Comité antifasciste des imprimeries Lamartine présente ses condoléances aux familles des victimes, souhaite un prompt rétablissement aux blessés et les assure de son entière solidarité.

LA GÉNÉRATION DES BLOUSONS

d'Emile Copfermann

Sous le titre « La génération des blousons noirs - Problèmes de la jeunesse française », Emile Copfermann publie chez Maspero, dans la collection « Cahiers Libres » une étude préfacée par Claude Bourdet.

Liant la question particulière de la délinquance juvénile à l'ensemble des problèmes sociaux de la jeunesse et de leurs implications économiques, politiques, Emile Copfermann examine tout à tour les rôles de la famille, l'école, la formation professionnelle, le rôle des loisirs et des mouvements de jeunes.

Il fait apparaître ainsi des contradictions : aucune des étapes prétendues « socialisantes » ne l'est réellement quand ce n'est le contraire. Et d'abord adapter qui à quoi ? Envisagée ainsi, la question des « blousons noirs » ne constitue plus un phénomène mais un symptôme : la société actuelle s'avère incapable de répondre aux aspirations des jeunes autrement qu'en les réprimant. Non qu'il faille détacher les problèmes des jeunes de ceux des adultes : mais pour les premiers le poids contraignant de la société est décaplé. Ou pour reprendre la formule : un peu plus exploité que les exploités.

Dans le chapitre dont nous publions ici de larges extraits, Emile Copfermann évoque les politiques gouvernementales en faveur de la jeunesse suivies ces dernières années.

« EN diverses circonstances, l'Etat s'est soucié de définir d'abord, d'appliquer ensuite, ce qu'il nommait une politique de la jeunesse, un ensemble de décisions destiné à favoriser la vie professionnelle, les loisirs, etc., des jeunes. Chaque fois, il traduisait cette volonté par une série de mesures coordonnées au plan gouvernemental ; on distingue ainsi deux processus :

— Le regroupement au sein d'un seul service des différents secteurs concernés, dispersés précédemment dans des ministères distincts (guerre, santé, éducation...).

— L'attribution de tous ces secteurs à un service rattaché au ministère de l'Instruction publique. A la faveur d'une extension comparable de ses attributions originelles, le ministère de l'Instruction publique se mua en ministère de l'Education nationale, puis de l'Education nationale de la Jeunesse et des Sports.

Selon le rapport des forces politiques en présence, ces réformes prenaient un tour et un contenu différents : profondément réactionnaire sous Pétain, libéral en 1945, de « gauche » en 1936-1937.

Avant d'en venir au contenu de l'actuelle politique esquissée depuis 1958, un rappel des grandes étapes antérieures permettra d'éclairer son orientation.

En 1921, au ministère de la Guerre, est institué un Haut Commissariat à l'Education physique. Il est une conclusion logique d'un enseignement de la guerre. Les sociétés d'adultes pratiquant l'Education physique peuvent, si les circonstances l'exigent, jouer un efficace rôle de préparation militaire. Le Pouvoir s'inquiète en conséquence de coordonner les initiatives privées moyennant quoi il les aidera. Cinq années après sa naissance, ce Haut Commissariat sera transféré à la compétence du ministère de l'Instruction publique. Désormais les activités physiques s'intégreront à l'enseignement général scolaire. »

Les loisirs populaires

« Juin 1936 : la loi des quarante heures de travail réparties sur cinq jours provoque la naissance de la notion de « loisir populaire ». Pour répondre aux besoins que cette situation nouvelle suscite, le gouvernement

de Front populaire présidé par Léon Blum crée un poste de sous-secrétaire d'Etat aux Sports et aux Loisirs qu'il attribue à Léo Lagrange. C'est la seule fois où, en France, le mouvement s'inverse : la politique de la jeunesse résulte des conquêtes ouvrières et vient donc de la base, non d'en haut. Ce sera donc la seule fois où un droit ne sera pas posé arbitrairement mais immédiatement concrétisé. Car en même temps que les deux jours de congé hebdomadaire, sont adoptées des mesures pratiques permettant d'en user : loi sur les transports (trains à 60 p. 100 de réduction, billets « bon dimanche », etc.), développement de l'appareil sportif et de plein air (253 projets de stages, entrepris dès 1936 : le Centre laïque des Auberges de la Jeunesse passe en un an de 90 à 229 auberges).

De 1936 datent aussi la création de l'Ecole normale supérieure d'enseignement physique et de l'Institut national des sports ; du Conseil supérieur des Sports ; du Brevet sportif populaire. Dans le même temps, une administration civile, dite de la jeunesse et des sports, entre en fonction.

Elle favorise les associations culturelles et d'éducation populaire sans intervenir dans leur fonctionnement.

On peut ainsi caractériser cette période : prise en main par l'Etat des questions d'équipement mais respect de l'indépendance des mouvements ; mesures favorisant le développement des initiatives mais préservation de leur pluralité sans contrepartie idéologique. »

Jeunesse « nationale »

« La politique de Vichy s'inscrit à l'opposé. Puisant la mystique pétainiste aux sources du national-socialisme et du fascisme, le gouvernement collaborationniste encadre les jeunes, « ferment-de-régénération-de-la-patrie-préservés-de-l'influence-néfastes-partis » et leur fait endosser, outre l'uniforme, sa philosophie paternaliste. Tout naturellement, il tend, après avoir dissous toutes les organisations traditionnelles — à l'exception des Scouts de France (S.D.F.) — à rassembler les jeunes en de vastes groupements dits d'« union ». Au plan institutionnel, cela se traduit par une réforme, ces questions relevant désormais de la compétence d'un ministère de la famille. Puis, souci d'efficacité, d'un secrétariat général, enfin d'un commissariat général. Le Commissariat général de la Jeunesse ne limite pas son action au secteur habituellement dévolu à ses homologues : outre les loisirs, il aborde les questions de logement, d'emploi, etc. Pour matérialiser son orientation, l'Etat français inaugure en zone nord des Centres de jeunes, en zone sud des Chantiers de la jeunesse. Dans un « élan superbe et généreux » on appelle les jeunes y participant à relever le pays : la phraséologie « nationale » parle de retour à la terre, de grandes tâches de solidarité. L'aile activiste de ces initiatives est constituée par les mouvements Compagnons de France, Jeunes du Maréchal, ultranationalistes, bien sûr, « apolitiques »

(on y prêche contre l'affreuse lutte de classes, la grande réconciliation dans l'Etat corporatiste) et catholiques intégristes. De fait, ces entreprises débouchent sur la collaboration avec les nazis, soit directement, soit par le truchement d'organes concomittants (francistes, équipes nationales). Leur effondrement s'esquisse lorsque, vers 1942, une part importante de leurs membres, convaincus que le maréchal ne joue pas le « double jeu », passe à la Résistance. »

Jean Guéhenno : Pour l'éducation populaire

« Jean Guéhenno tire, après la Libération, les structures des services qu'il va diriger partie de Vichy partie de l'expérience de Léo Lagrange.

La tendance vers la centralisation demeure certes, mais l'on s'en tient essentiellement à un rôle de coordination des loisirs et de l'éducation populaire. Dans la Direction de l'Education populaire, le dialogue avec les mouvements reconstitués après 1944 s'instaure de nouveau. Le gouvernement prévoit des subventions d'équipement, de fonctionnement pour les associations dites sans buts lucratifs, statutairement reconnues par lui. Dans l'Assemblée consultative, le Front uni des Jeunes patriotes (F.U.J.P., rassemblant organisations catholiques et communistes) possède six représentants. La tendance vers l'union sacrée persiste un temps.

De la fusion de l'ancien Commissariat des sports du colonel Pascot et de la Direction de l'Education populaire, naît la Direction générale

représentants d'associations. Certains problèmes dépassant leur compétence et aussi pour les coordonner, on institue ensuite un secrétariat d'Etat à la Présidence du Conseil. Dès cette époque, il apparaît des divergences d'appréciation du rôle des commissions : sont-elles purement consultatives et le sont-elles seulement ? Questions demeurées sans réponses puisque le gouvernement Mendès-France est renversé au bout de quelques mois d'exercice. Des manifestations tapageuses, telles les voyages Moynet (secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil), donnent quelques indications sur l'orientation souhaitée : en envoyant des groupes de jeunes dans ce qui n'était plus l'Union française et pas encore la Communauté, on prétendait resserrer les liens des pays d'outre-mer avec la « métropole ». Le gouvernement Edgar Faure légalisera les tentatives de Mendès-France. Le décret du 12 juin 1955 institue, en place du secrétariat d'Etat un Haut Comité de la Jeunesse. Ce texte officialise les commissions ministérielles de la jeunesse, attribution du Premier ministre (qui mité ignorant leurs travaux et ne leur laissant aucune place dans la nouvelle organisation les condamne à la disparition. »

La politique gaulliste

Mai 1958 : de Gaulle. Et Herzog. Herzog veut d'abord créer un ministère de la Jeunesse, mais devant l'opposition unanime il abandonne ce projet. Pourtant...

« ...Si l'on ajoute les attributions du Haut Commissaire à la Jeunesse et aux Sports (M. Herzog) à celles du secrétaire général du Haut Comité de la Jeunesse (M. Herzog), du président du bureau permanent du Haut Comité des Sports (M. Herzog), l'on s'aperçoit qu'elles sont néanmoins immenses ; qu'elles représentent virtuellement celles d'un grand ministère de la Jeunesse. »

Par petites touches, on transfère nombre d'attributions nouvelles. Le partage des tâches au plan gouvernemental apparaît ainsi.

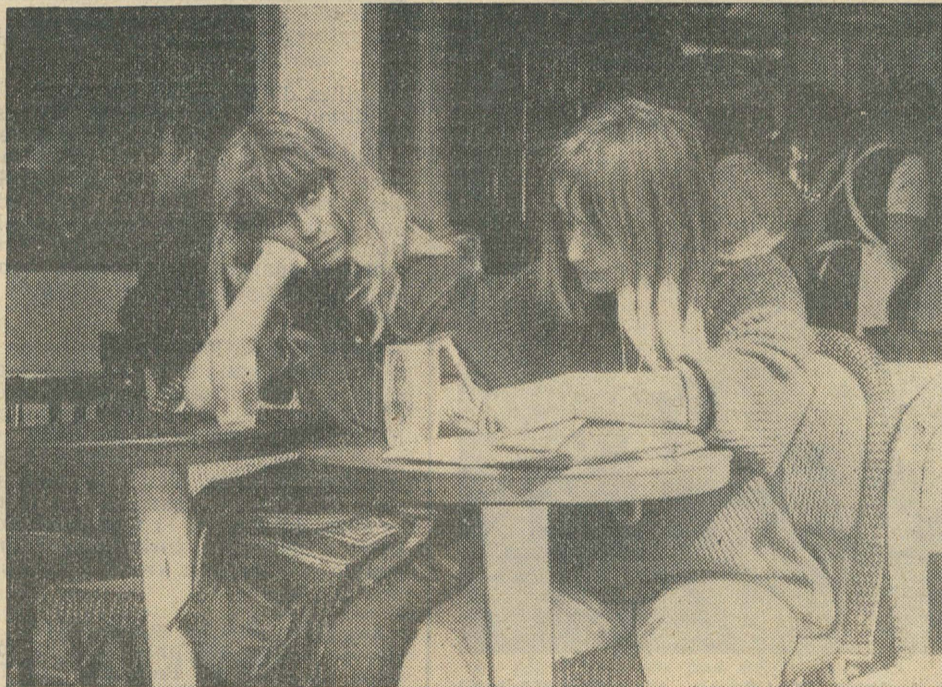
« Haut Commissariat à la Jeunesse et aux Sports : placé sous la dépendance du ministère de l'Education nationale, agit à l'école et hors l'école en vue de la formation physique, sportive et de l'éducation permanente des jeunes. Il se préoccupe des colonies de vacances, des mouvements et institutions de jeunesse et d'éducation populaire, de l'équipement pour la jeunesse et les sports.

Haut Comité des sports : remplace le conseil national des sports né le 13-12-60 et « aide le gouvernement à élaborer une politique sportive »... Président : le Premier ministre, vice-président : le ministre de l'Education nationale ; secrétaire général : le Haut Commissaire à la Jeunesse et aux Sports.

Haut Comité de la Jeunesse : inspire à l'échelon gouvernemental et des départements ministériels « une prise de conscience des besoins de la jeunesse grâce au dialogue instauré en son conseil entre des représentants du Pouvoir exécutif, de l'Administration, des mouvements de jeunesse et des institutions d'éducation populaire ». Placé dans le cadre des attributions du Premier ministre (qui en est automatiquement président, le secrétaire général étant nécessairement le Haut Commissaire à la Jeunesse et aux Sports).

Pour « décentraliser » ces organes, il a été prévu des conseils régionaux de la Jeunesse. Les mouvements du G.E.R.O. J.E.P. ont refusé d'y participer jugeant leur représentation largement insuffisante. Par contre, ils sont représentés au Haut Comité de la Jeunesse. La loi-programme d'équipement sportif et culturel présentée par MM. Paye et Herzog aurait dû théoriquement s'inspirer des « recommandations » des mouvements du Haut Comité. Les mouvements ont fait remarquer alors qu'on n'avait pas tenu compte de leurs avis.

« ...Si le gouvernement ne lésine pas sur les investissements (quelque critique qu'on puisse faire sur le plan quinquennal, l'ampleur des dépenses envisagées est sans précédent), il les



(Elie KAGAN)

« Une sorte de « lumpen proletariat » accessible en cas de crise à toutes les sollicitations. »

lisme et du fascisme, le gouvernement collaborationniste encadre les jeunes, « ferment-de-régénération-de-la-patrie-préservés-de-l'influence-néfastes-partis » et leur fait endosser, outre l'uniforme, sa philosophie paternaliste. Tout naturellement, il tend, après avoir dissous toutes les organisations traditionnelles — à l'exception des Scouts de France (S.D.F.) — à rassembler les jeunes en de vastes groupements dits d'« union ». Au plan institutionnel, cela se traduit par une réforme, ces questions relevant désormais de la compétence d'un ministère de la famille. Puis, souci d'efficacité, d'un secrétariat général, enfin d'un commissariat général. Le Commissariat général de la Jeunesse ne limite pas son action au secteur habituellement dévolu à ses homologues : outre les loisirs, il aborde les questions de logement, d'emploi, etc. Pour matérialiser son orientation, l'Etat français inaugure en zone nord des Centres de jeunes, en zone sud des Chantiers de la jeunesse. Dans un « élan superbe et généreux » on appelle les jeunes y participant à relever le pays : la phraséologie « nationale » parle de retour à la terre, de grandes tâches de solidarité. L'aile activiste de ces initiatives est constituée par les mouvements Compagnons de France, Jeunes du Maréchal, ultranationalistes, bien sûr, « apolitiques »

de la Jeunesse et des Sports. Parallèlement, on constitue entre les différents ministères un organe de coordination... »

Peu à peu l'immobilisme des gouvernements qui se succèdent alors va atteindre ce secteur.

« Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement de Pierre Mendès-France envisage des mesures. La création d'un grand ministère de la Jeunesse, ni plus ni moins. Devant l'hostilité unanime des mouvements, il devra y renoncer. Evidemment, toutes les raisons ne concordent pas : certains voient là un danger de ségrégation (les problèmes des jeunes sont les problèmes de toutes les couches de la population), d'autres envisagent la séparation du ministère de l'Education nationale, prévoient une dépréciation du contenu éducatif au profit d'un dirigisme certain, d'autres enfin pressentent l'intégration à plus ou moins longue échéance des appareils indépendants des mouvements à l'Etat. Mendès-France tourne cette méfiance en proposant des réformes associant les mouvements au fonctionnement des nouveaux organes. D'abord il compose des commissions ministérielles de la jeunesse rassemblant chacune en nombre égal les représentants desdits ministères et des

NOIRS

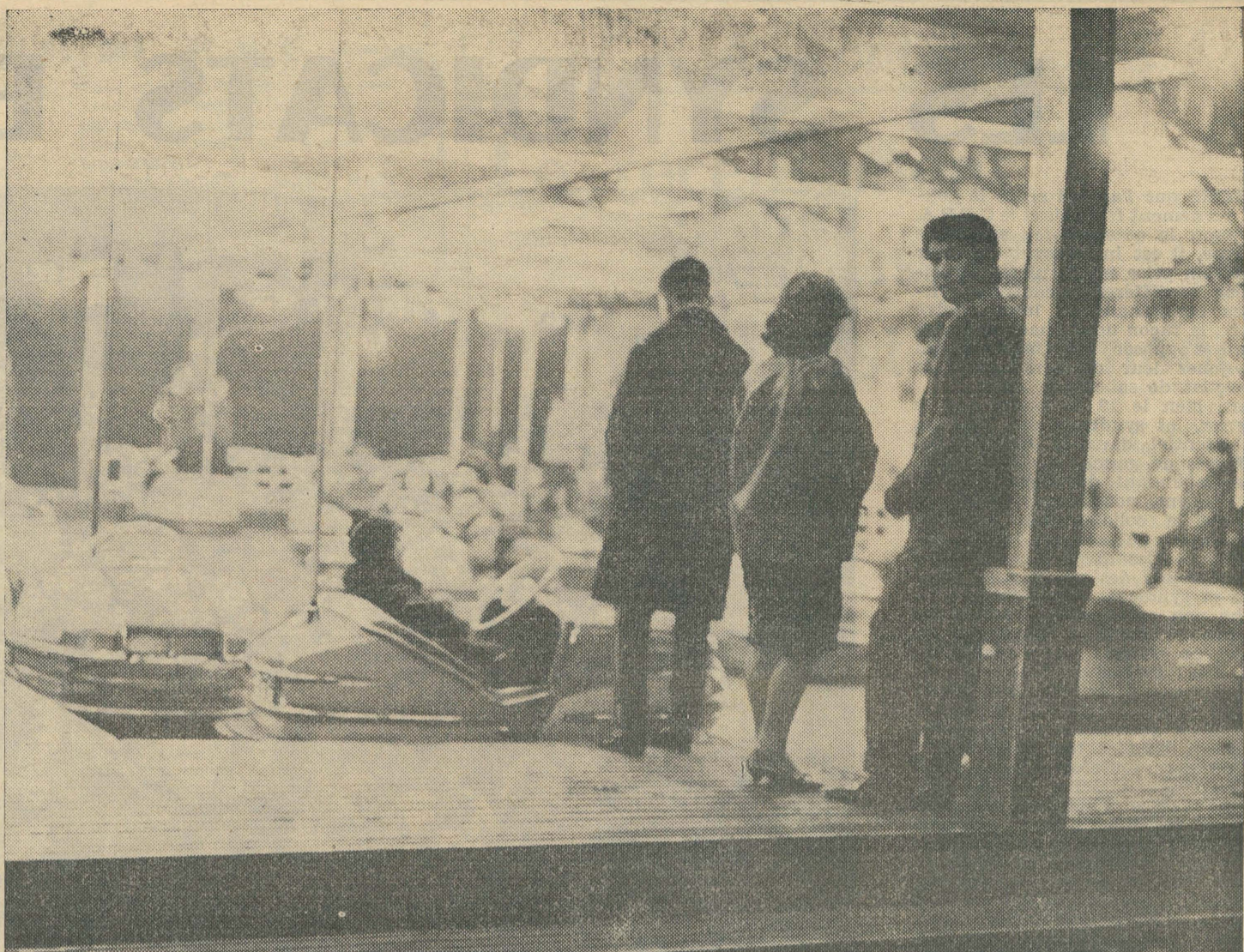
subordonné à une clause tacite. La neutralisation politique. L'octroi de subventions comporte désormais cette contrepartie. »

Cogestion

« Qu'on lisé bien : une telle exigence vise les groupements tentés d'affirmer des positions de gauche, au sens le plus large. Lorsque les subventions de l'U.N.E.F. ont été supprimées après qu'elle ait renoué des contacts normaux avec l'U.G.E.M.A., celles des étudiants européens d'Alger, pourtant étroitement mêlés aux différents putschs, étaient maintenues.

Le chantage aux subventions pèse beaucoup dans les décisions des mouvements. Mais le double jeu que quelques-uns jouent, plus encore, contribue à semer la confusion.

Ainsi, le Haut Comité a trouvé l'aide empressée des représentants de la Fédération nationale des Foyers Léo-Lagrange, de la Fédération unie des Auberges de la jeunesse, de la Fédération ou des Maisons de jeunes pour la mise en place des associations de cogestion. Tandis qu'adhérents au G.E.R.O.J.E.P., les mêmes dénonçaient les dangers d'une mainmise de l'Etat sur la jeunesse ! Qu'est-ce que la cogestion sinon l'ingérence directe de l'Etat dans le fonctionnement d'une association ? Bien sûr, le conseil d'administration de ces nouvelles institutions (défini par une note du Haut Comité, le 5 mai 1959) assure les deux tiers des représentants aux membres délégués des mouvements. Le tiers attribué aux Pouvoirs publics peut rassurer. Mais l'acceptation d'un tel fait — ôté la phraseologie — « but éducatif et de promotion sociale, souci de plus grande efficacité, coopération franche et loyale substituée au dirigisme de l'Etat » — constitue une très grave atteinte au principe d'indépendance. La quasi-obligation de passer désormais par l'intermédiaire de C.O.G.E.D.E.P. pour les déplacements « à but éducatif », par CO-TRAVAUX pour le travail volontaire des jeunes, permet d'imaginer la suite. Lorsque les associations de cogestion plus nombreuses constitueront une superstructure susceptible, coiffant les organisations traditionnelles, de les concurrencer sur leur terrain, on



« La jeunesse fuit vers le loisir comme une délivrance ».

(Elie KAGAN)

mettra celles-ci devant l'alternative : se soumettre totalement ou se démettre.

Trois exemples permettent de comprendre ce qu'entendent MM. Herzog et Debré par « coopération franche et loyale substituée au dirigisme de l'Etat » :

● **Premier exemple** : l'affaire de l'O.S.S.U. (dont « T.S. » a parlé à plusieurs reprises)...

● **Deuxième exemple** : le dialogue entre les représentants du Pouvoir exécutif et des mouvements de jeunes; 25 mouvements de jeunes réclamèrent en octobre 1960 la convocation de l'assemblée du Haut Comité de la Jeunesse. Contrairement à son statut il ne s'était en effet pas réuni depuis décembre 1959 et les mouvements réclamaient l'inscription à l'ordre du jour des « répercussions des évé-

nements d'Algérie sur la jeunesse ». La réunion fut fixée au 22 décembre. Le Premier ministre acceptait de s'y rendre à une condition expresse : que son intervention ne soit suivie d'aucune autre. Après de longs pourparlers, un compromis fut passé. Les 25 mouvements exprimeraient leur sentiment commun dans une lettre remise avant la réunion : M. Debré connaîtrait ainsi les « répercussions des événements d'Algérie sur la jeunesse ». Ils s'engageaient d'autre part à ne pas rendre celle-ci publique, car dans le même temps la campagne du référendum battait son plein. L'assemblée plénière se tint donc : M. Debré fit un exposé sur d'autres sujets. Pliâ ses papiers. Et s'en fut.

Cette mascarade comporte une suite. Grâce à une indiscretion, un journaliste bien renseigné publia dans

« Le Monde » des extraits de la fameuse lettre. Plusieurs adhérents du Conseil français des mouvements de jeunesse (organisme technique rassemblant mouvements scouts de toute obédience et mouvements catholiques de jeunesse) également membres du G.E.R.O.J.E.P. désavouèrent publiquement la lettre. Il n'y avait plus pour eux de « répercussions des événements d'Algérie sur la jeunesse.

● **Troisième exemple** : le pouvoir des mouvements sur le fonctionnement des commissions ministérielles. Malgré les pourparlers et discussions en cours, la commission armée-jeunesse ne peut empêcher la décision de supprimer les sursis aux étudiants, prise par les services militaires sans même consultation de ladite. »

Emile COPFERMANN.

La préface de Claude Bourdet

« On sait que les Français se sont brusquement aperçus dans le courant de 1959 qu'il existait une jeunesse en France et qu'il serait temps de s'en occuper. Cette intéressante constatation a été provoquée, non par l'atroce pénurie d'écoles, de salles, d'universités, de laboratoires, non par des drames de conscience des jeunes hommes partis en Algérie, mais par les dégâts causés tant à Paris qu'en province par un certain nombre de « bandes d'adolescents » dont les exploits ont rempli les colonnes des journaux. Du coup, les conseils municipaux, celui de Paris en particulier, se sont émus, les Assemblées parlementaires de même les préfets, le gouvernement, ont chargé leurs services de préparer des rapports, de prendre des mesures : tout un branle-bas qui a même fini par avoir quelques résultats utiles. Grâce soit rendue aux « blousons noirs » pour ce service rendu à l'ensemble de la jeunesse. Mais il faut craindre naturellement qu'après cette explosion subite d'intérêt et de bonne volonté, les choses retombent dans l'ordre ; c'est-à-dire dans l'apathie. L'intérêt une certaine inquiétude sont cependant à l'heure actuelle encore assez grande pour qu'un livre comme celui d'Emile Copfermann trouve le public qu'il mérite. Je ne songe pas seulement aux spécialistes des questions de jeunesse qui de toute façon le liront, ne serait-ce que pour pouvoir disposer sous une forme commode de la mine de renseignements précis et précieux qu'il contient. Je songe aussi à tous mes confrères journalistes qui, un jour ou l'autre, ont été ou seront obligés de parler d'un problème beaucoup plus technique qu'il n'en a l'air et dont

les données réelles sont d'ordinairement éparpillées dans vingt livres, brochures ou communications. Je songe au grand public, à tous ces parents pour lesquels les difficultés de la jeunesse représentent un aspect très concret et précis, un nom et un visage. Ceux-là sont légitimes, et c'est d'eux, en fin de compte, de leur volonté, de leur indignation que dépend l'action réelle des municipalités et des gouvernements. »

« ...Je voudrais que les chapitres où Copfermann parle des problèmes de l'école soient lus et médités par tous ceux qui mènent aujourd'hui le combat pour l'école publique et qui, il faut l'espérer, seront les organisateurs de l'école de demain. Il me semble que ce combat serait plus efficace encore si on pouvait le lier, dans la conscience populaire, à l'indispensable transformation de cette école ; c'est alors seulement que l'on pourrait pleinement parler d'une école de la liberté. »

Une société qui n'est pas la leur

« Instructive et passionnante aussi, la description de la réaction des jeunes devant la société productrice où ils se trouvent pris au sortir de l'école. On voit apparaître dans tous les témoignages ce sentiment qu'il s'agit pour eux d'une société qui n'est pas la leur. La dépolitisation des jeunes, leur absence d'intérêt pour le syndicalisme sont des conséquences de cette cruelle prise de conscienc. On pourrait presque dire qu'à côté du patronat et de ses collaborateurs, d'une part, de la classe ouvrière organisée de l'autre, le jeune ou-

vrier ou employé se sent comme un « tiers-monde », exploité davantage par les uns, mais pas vraiment défendu par les autres ou, s'il l'est, défendu d'une manière paternaliste à laquelle il ne participe pas : tout ce qu'il faut pour créer une sorte de sentiment « qualunquiste », pour faire de cette jeunesse une sorte de « lumpenprolétariat » accessible en cas de crises à toutes les sollicitations... »

« ...Le problème des loisirs est extrêmement important parce que, comme le note Copfermann, dans une société où elle ne se sent pas ou plus chez elle, dans un système de production où elle cherche simplement à passer le moins d'heures possible pour y gagner de quoi vivre, la jeunesse fuit vers le loisir comme une délivrance... le raccourcissement de la durée de travail interviendra quel que soit l'avenir des méthodes de production, l'augmentation des loisirs sera inévitable et le problème sera toujours plus grave pour la jeunesse... »

La « bande » : un symptôme

« Je crois que c'est à propos de ces « bandes » — qui sont en somme le prétexte liminaire servant d'introduction au livre — que Copfermann a le mieux défini, en s'aidant d'un heureux choix de lectures et de citations, le problème qui se pose en ce moment : la « bande » est un symptôme, elle n'est pas un phénomène en soi. Les activités d'une bande d'inaffiliés sont très proches de celles des couches les plus passives du prolétariat adulte. L'aliénation des uns et des autres est semblable et

l'adaptation des premiers (les prolétaires adultes) est superficielle et plus subie que consentie : on arrive ainsi à voir que la résistance au milieu est une réaction saine à la base... »

« Je voudrais conclure en soulignant une idée que Copfermann note en passant dans le cours de son livre mais à laquelle il faudrait réfléchir longuement. Il note « la jeunesse des « meneurs » lors des insurrections de Corée du Sud, du Japon, de Budapest, celle des membres des « Réseaux de soutien » au F.L.N. dans la France métropolitaine. « On peut admettre, dit-il, qu'une situation oppressive dans laquelle s'installent les adultes soit d'autant plus insupportable aux jeunes qu'elle menace tout leur avenir. Ils n'ont rien à perdre à lutter contre elle et il est certain qu'ils peuvent la confondre avec ceux-là même qui l'acceptent. »

« ...On ne peut... ni définir une « politique de la jeunesse » ni fonder une politique sur la jeunesse. Mais on peut au moins utiliser, dans nos pays demi-satisfaites d'où toute autre force révolutionnaire semble pour le moment avoir disparu, l'inadaptation et la révolte de la jeunesse devant un système social dont elle souffre, en fin de compte, plus que tout autre groupe sociologiquement mieux défini. Ce qu'il faut en tout cas, c'est à la fois étudier les problèmes des jeunes et chercher à leur donner les réponses tant collectives que personnelles qu'ils demandent aux adultes, et c'est réciproquement, en fonction de la confiance ainsi rétablie entre eux et nous, les amener à découvrir les causes profondes, c'est-à-dire les causes politiques de leur malaise et de leur révolte... »

LES SYNDICATS ET LA

ALORS que l'accord entre le gouvernement français et le G.P.R.A. pour le cessez-le-feu se trouve confirmé, il est intéressant d'étudier la position prise ces dernières semaines par les différentes centrales syndicales concernant la lutte contre l'O.A.S., la façon dont chacune d'elles entend s'opposer aux factieux qui vont jouer leur dernière carte en s'efforçant de saboter la paix.

Aussi bien le 19 décembre que le 8 février, les syndicats ont joué un rôle essentiel dans la mobilisation des forces de gauche contre le fascisme. Cependant, des divergences de vues existent, notamment en ce qui concerne la collaboration avec les communistes, fût-ce pour lutter contre l'O.A.S. Ces divergences se sont exprimées lors des pourparlers entre partis et syndicats appartenant à la gauche non communiste, pourparlers auxquels le P.S.U. a participé. Le « diner de l'Alma » qui a réuni certains des dirigeants des centrales « libres » aux côtés d'hommes politiques de la IV^e République a montré que le front antifasciste pouvait comporter des brèches fort dangereuses.

Il demeure toutefois l'engagement pris par la C.G.T., la C.F.T.C., l'U.N.E.F. et la F.E.N. de s'opposer par la grève générale à une nouvelle tentative de putsch. Il est probable, d'autre part, que F.O. s'associerait au mouvement, comme au moment des Barricades et du 22 avril. Il est clair que l'ensemble des organisations syndicales ont une responsabilité très importante à assumer dans la mobilisation psychologique de l'opinion afin de prévenir un coup de force des factieux ou de se préparer à y faire face.

La C.G.T. et l'unité à la base

La plus importante des centrales syndicales, la C.G.T., a souvent montré une volonté d'alignement sur les positions du P.C. qui ne pouvait que renforcer la méfiance des autres organisations à son égard. C'est ainsi que le 27 octobre 1960, elle avait refusé, comme le P.C., de servir de « force d'appoint » aux manifestations dont l'U.N.E.F. avait pris l'initiative, en particulier à Paris. C'est ainsi que le 6 et le 12 décembre dernier, elle s'était associée sans discussion aux initiatives unilatérales du Mouvement de la Paix et du P.C. Cependant, le 19 décembre et le 8 février, elle acceptait une action concertée avec d'autres organisations syndicales. Cette attitude positive devait grandement contribuer au succès des deux journées.

Toutefois, les vieux dirigeants stalinien du P.C. et de la C.G.T. conservent des réticences à l'égard du Front syndical commun où ils se sentent minoritaires. Ils préféreraient « l'unité à la base », c'est-à-dire l'unité se réalisant derrière eux grâce au débordement des dirigeants non communistes par leurs troupes. Et, bien que ce soit la C.F.T.C. qui adopte les positions les plus proches de celles de la C.G.T., c'est surtout en direction de F.O. que sont lancées ces tentatives de débordement. Il est vrai que le caractère timoré des dirigeants de cette centrale, leur répugnance à l'action de masses, ne peuvent qu'inciter les dirigeants communistes de la C.G.T. à tenter de rompre le mur de l'anticommunisme en faisant appel aux adhérents les plus combattifs de F.O. C'est ce qu'ils ont fait après le 19 décembre par une adresse aux militants F.O. qui n'a pas été appréciée par tous les syndicats C.G.T. Ce document a d'ailleurs permis à Bothereau de dénoncer auprès de ses camarades les « appels à la désertion lancés par les cégétistes ».

Significative de l'état d'esprit de ceux-ci est l'interview accordée en janvier à « Témoignage Chrétien » par Léon Mauvais. Le secrétaire de la C.G.T. déclarait notamment ceci : « En multipliant les initiatives, nous arriverons à atteindre nos objectifs. En 1940, dans une lettre à Bertrand, Bothereau expliquait qu'en 1935, « le courant d'unité avait été tel qu'il fallait se soumettre ou se démettre » et qu'il s'était soumis pour sauver les meubles. Pourquoi ne voudriez-vous pas que ce qui s'est passé antérieurement ne se renouvelle pas ?... »

C'est que, précisément, l'histoire ne se renouvelle pas. Tout en déplorant l'attitude de division prise par F.O. dans la lutte antifasciste, on ne le répétera jamais assez : nous ne sommes plus en 1934, l'antifascisme lui-même ne peut assurer l'unité ou-



Après la répression du 8 février, révolte à la Régie Renault.

(A.D.P.)

rière sans qu'un rapprochement intervienne pour des objectifs à plus long terme — ce qui est souhaitable mais n'est pas pour demain.

A cet égard, il convient de souligner que les comités antifascistes créés par le P.C. et la C.G.T. dans les entreprises n'ont guère de vie réelle — à défaut de l'accord d'autres organisations syndicales. Ceci est d'autant plus regrettable que, sur le fond, la C.G.T. a une position très nette.

F.O. et l'exclusive anticommuniste

Il n'y a pas que les dirigeants de la C.G.T. qui se croient en 1934. Ceux de F.O. sont également tournés vers le passé et ont pour souci majeur de détourner leurs troupes des entreprises de séduction cégétistes. D'où la condamnation par Bothereau de l'« unité d'action alimentaire », pourtant inévitable, et plus nettement encore de l'« unité d'action politique ».

L'antifascisme des dirigeants de F.O. ne doit pas être mis en doute, mais ils croient au moins autant, sinon plus, au « danger communiste ». Ainsi que nous l'avons déjà montré dans ce journal, pour eux, l'effondrement de la IV^e République ne résulte pas du caractère archaïque de ce régime et des fautes commises par ses dirigeants, il est la conséquence d'un affreux complot tramé à la fois par l'extrême-droite et... par l'extrême-gauche, qui veulent attenter également à la vie de la V^e. C'est pourquoi, bien que le dernier congrès confédéral ait condamné l'O.A.S. à une large majorité, les dirigeants F.O. s'obstinent dans une lutte « sur deux fronts ». Une récente lettre adressée aux militants de la centrale dénonce « la conjonction hostile des éléments de droite et de gauche ayant strangulé la IV^e République et qui veulent en faire autant de la V^e ». C'est une position analogue à celle de Guy Mollet, à celle de l'U.N.R. et du pouvoir gaulliste. C'est une position qui fait le jeu de l'O.A.S.

Dans la lettre dont nous venons de parler, le Bureau confédéral de F.O. motive son refus de participer à l'arrêt de travail du 19 décembre par le fait que la C.F.T.C., la F.E.N. et l'U.N.E.F. s'étaient mises d'accord avec la C.G.T. avant de consulter F.O. Il indique d'autre part que l'U.D.-F.O. de la région parisienne a pris position pour la grève mais non pour la manifestation qui, selon lui, devait être exploitée par le P.C. pour susciter des incidents (rappelons, toutefois, que l'U.D. de la R.P. avait participé au 27 octobre malgré l'avis contraire de la direction confédérale).

Autre affirmation dangereuse contenue dans cette lettre aux secrétaires de syndicats : « L'O.A.S. n'est pas une organisation politique mais

militaire ». C'est à notre avis méconnaître le caractère véritable de l'O.A.S. qui est une organisation à la fois politique et militaire, qui use de la violence comme moyen d'intimidation mais qui n'a des chances réelles de parvenir à ses fins que par des moyens politiques. D'où la nécessité d'une action avant tout psychologique dirigée contre elle ; c'est un point sur lequel les divergences apparaissent clairement lors des pourparlers de la gauche non communiste entre les dirigeants F.O. et le P.S.U. à qui il était reproché par ailleurs de vouloir jouer un rôle de « charnière » entre le P.C. et la gauche démocratique.

Les positions que nous venons d'analyser ne sont toutefois pas celles de l'ensemble des militants F.O. C'est ainsi que l'importante Fédération des Industries Chimiques s'était prononcée pour la participation, le 19 décembre, à la grève et aux manifestations prévues. Il en est résulté une controverse entre Bothereau et le secrétaire général de cette fédération, Maurice Labi, dont nous avons parlé ici (1).

Il est vrai que la minorité F.O. demeure insuffisamment organisée et trop incohérente dans ses positions pour influencer notablement l'attitude de la centrale. Par exemple, l'U.D. de la Loire, qui passe pour minoritaire et avait participé au 19 décembre, n'a pas signé au mois de janvier une déclaration anti-O.A.S. approuvée par l'ensemble des syndicats et des partis de gauche du département.

Force Ouvrière est ainsi le point faible du Front syndical antifasciste.

Le tournant à gauche de la C.F.T.C.

Lorsqu'il fut question, à l'automne dernier, de « désengagement » de la C.F.T.C. à l'égard de la C.G.T., on se réjouit à F.O. de ce que « le torchon brûle » entre la C.G.T. et la centrale chrétienne. En fait, le « désengagement » de la C.F.T.C. était motivé par le souci de prendre ses distances avec la C.G.T. au moment où la situation internationale s'aggravait en raison de la crise de Berlin aussi bien que par le souci de ne pas favoriser la contre-offensive de la droite cléricale au sein de la centrale. Cette opération spectaculaire avait surtout une valeur de propagande. Elle devait s'accompagner d'un tournant à gauche d'autant plus facile à prendre que la perspective de la paix en Algérie rendait l'O.A.S. plus menaçante.

Il faut aussi considérer qu'il existe d'une part à la C.F.T.C., même chez ses éléments modérés, une solide tradition antifasciste issue des luttes de la Résistance et que, d'autre part, l'anticommunisme y est moins grand qu'à F.O. Par ailleurs, une minorité de gauche, représentée surtout par la

Fédération des Industries Chimiques et par le S.G.E.N. qui n'a jamais cessé de préconiser l'unité d'action avec les communistes contre le fascisme et qui condamne fermement toute formule de regroupement centrée de caractère politico-syndical. Le bulletin « Reconstruction », dont nous avons déjà étudié les positions (2), est l'expression remarquable de ce courant. Dans un supplément consacré au 19 décembre — qui devait marquer le tournant à gauche de la C.F.T.C. — « Reconstruction » s'employait à réfuter les arguments de ceux qui, avec Guy Mollet, affirment que l'action commune contre le fascisme avec le P.C. et la C.G.T. fait le jeu des activistes civils et militaires :

« On a, dans divers milieux, entendu cet argument ces derniers mois ; il méconnaît plusieurs données du problème de l'action antifasciste en France :

— Le « réflexe de défense commun » que l'agression O.A.S. provoque chez les militants communistes et non communistes ;

— Le double fait que la crainte d'échouer chez les soutiens virtuels de l'activisme dans l'armée, et l'espoir de leur faire échec chez leurs adversaires de la même armée (contingent et officiers) ne peuvent avoir, l'une et l'autre, de motif plus solide que l'existence manifeste d'un Front syndical capable de mener une grève générale... »

Soulignons que ce Front syndical est impensable sans la participation de la C.G.T.

On sait, d'autre part, le rôle qu'a joué l'U.D.-C.F.T.C. de la région parisienne dans la manifestation du 8 février. Il convient de noter également que cette U.D. a recommandé à ses militants de ne pas participer à des « organismes irresponsables » mais à « des comités (antifascistes) exclusivement syndicaux dans les entreprises et des comités de liaison entre les organisations politiques et diverses au plan local ». D'où de nouvelles controverses avec la C.G.T. Par ailleurs, la C.F.T.C. entend limiter l'action commune avec la C.G.T. à la lutte antifasciste mais non à la construction d'une démocratie économique et sociale. Encore, lors des pourparlers de la gauche non-communiste, les représentants de la C.F.T.C. étaient-ils partisans d'un accord entre les participants afin d'engager ensuite le dialogue avec la C.G.T. sur les moyens de combattre ensemble l'O.A.S. Leur refus de cautionner une opération anticommuniste animée par la S.F.I.O. devait toutefois, après le retrait du P.S.U., entraîner la non-participation de la F.E.N. et même de F.O.

Sur un plan constructif, les dirigeants de la C.F.T.C. se montrent

(1) Cf. « Tribune Socialiste » n° 84 du 15-1-62.

(2) Cf. « Tribune Socialiste » n° 83 du 6-1-62.

LUTTE CONTRE L'O.A.S.

plus préoccupés de l'éventualité d'un « vide politique » que ceux de la C.G.T. pour lesquels « l'action des masses » suffit à tout, et que ceux de F.O. rompus aux combinaisons des vieux états-majors. Eugène Descamps va même jusqu'à préconiser ouvertement une prise de responsabilité politique des syndicats.

Ce que l'on peut dire, c'est que l'engagement politique est une nécessité et que l'apolitisme peut couvrir bien des compromissions, mais que les syndicats ne sauraient prétendre sans danger se substituer aux partis. Il suffit qu'ils passent avec ceux-ci des accords sur un pied d'égalité. Cette conception n'est évidemment pas celle des dirigeants des vieux partis qui recherchent des cautions syndicales pour appliquer une politique de rénovation de la IV^e République.

En dépit des ambiguïtés de la position confédérale, la C.F.T.C. éprouve de la répugnance à s'engager dans cette voie. C'est pourquoi Levard a dû déclarer qu'il avait participé à titre personnel au « dîner de l'Alma » et « sans qu'il soit question d'un quelconque engagement de la part de la C.F.T.C. ».

La fédération des Industries Chimiques — qui, comme celle de F.O. a une position en flèche dans la centrale — a clamé vivement toute tentative de résurrection de la « Troisième force ».

L'ensemble de la centrale n'a sans doute pas un point de vue aussi net et le risque d'un glissement de la C.F.T.C. sur des positions de type centriste n'est pas à exclure. Cependant, si la C.F.T.C. multiplie les contacts avec les syndicats « libres » pour définir une plate-forme commune sur le plan économique et social, elle ne jette aucune exclusive contre la C.G.T. en ce qui concerne la lutte contre l'O.A.S.

Luttes de tendances à la F.E.N.

Il fut un temps où les dirigeants de la F.E.N. déplorait que la C.F.T.C. se prononce pour le « désengagement » à l'égard de la C.G.T. Depuis lors, il est incontestable que la C.F.T.C. a tourné la F.E.N. sur sa gauche pour ce qui est de la lutte antifasciste.

Sans doute, le 19 décembre, la F.E.N. s'était mise d'accord avec la C.F.T.C. et l'U.N.E.F. pour appeler à la grève en même temps que la C.G.T., mais à Paris, seul le S.E.N.S. avait soutenu la manifestation de rue. Le 8 février également, la F.E.N. n'avait pas invité ses adhérents à manifester.

La F.E.N. est, en grande partie, influencée par le S.N.I., la plus puissante des organisations constituantes, celle aussi où les luttes de tendances sont les plus vives et où les mollettistes ont conservé des positions relativement importantes. Les dirigeants du S.N.I. sont d'autant plus réticents à l'action commune avec la C.G.T. qu'ils s'opposent à l'intérieur du syndicat à la minorité communiste qui se livre fréquemment contre eux à des attaques violentes, les accusant notamment d'avoir participé avec Guy Mollet et les hommes de l'Alma (en dépit de leur absence à ce dîner fameux)...

En fait, la direction du S.N.I. a

montré son indépendance à l'égard de la cité Malesherbes, en particulier lorsqu'elle a préconisé le « non » au référendum de 1958, mais elle n'en demeure pas moins très soucieuse de ménager la S.F.I.O. qui influence beaucoup d'adhérents.

Il faut ajouter qu'au S.N.E.S. et au S.N.E.T., les tendances sont moins figées qu'au S.N.I., l'influence mollettiste et l'influence stalinienne y étant moins grandes, une partie des ex-majoritaires et des ex-cégestistes ont vu leurs points de vue se rapprocher et sont très favorables à une action antifasciste de l'ensemble des forces de gauche.

Quoi qu'il en soit, la F.E.N. a souvent joué un rôle très positif dans la lutte antifasciste et elle sert souvent de charnière dans les départements entre les différentes organisations syndicales. Les préventions à l'égard de la C.F.T.C. ont notablement diminué. La F.E.N. a pris des positions communes avec cette organisation et avec l'U.N.E.F. le 27 octobre et le 19 décembre. Après le 8 février, la F.E.N. avait décidé, avec la C.F.T.C. et F.O., le principe d'un arrêt de travail pour le 12, mais s'est finalement prononcée pour une grève de 24 heures le 13, jour des obsèques des victimes (un représentant de la F.E.N.

sur la démocratie ». Par ailleurs, la résolution réaffirme « au moment où s'opèrent des tentatives de regroupement politique, la nécessité pour l'U.N.E.F. d'agir dans un cadre d'unité syndicale ne comportant aucune exclusive ».

A noter toutefois que sept A.G. de tendance « apolitique » n'ont pas pris part au vote.

Le Cercle National des Jeunes Agriculteurs est conduit, lui aussi, à faire preuve de prudence en ce qui concerne les prises de position politiques, la prise de conscience politique de ses adhérents pour être réelle n'en étant pas moins plus lente que celle des syndicats ouvriers. C'est ce que M. Debatisse, secrétaire général du C.N.J.A., expliquait à un envoyé de « Témoignage Chrétien » venu l'interroger : « Notre organisation n'est pas semblable à des syndicats tels que la C.F.T.C., F.O. ou la C.G.T. Ce qui ne veut pas dire que nous soyons inefficaces. Mais nous devons être prudents en ce qui concerne toute prise de position politique. Nous avons peut-être dans nos rangs des... militants pro-O.A.S. »

Il convient de remarquer toutefois que cette prudence n'a pas empêché Debatisse d'assister au « dîner de l'Alma ».

par Maurice COMBES

prenant d'ailleurs la parole à la cérémonie).

La prudence de l'U.N.E.F. et du C.N.J.A.

On sait le rôle joué par l'U.N.E.F. le 27 octobre 1960. Depuis lors, l'Union Nationale des Etudiants de France a participé à toutes les manifestations antifascistes, en particulier à la journée de protestation universitaire organisée par la F.E.N., le 6 février dernier.

Cependant, l'U.N.E.F. déplore souvent que les conditions « idéales » du 27 octobre ne se retrouvent plus et que les divisions persistent entre syndicats et partis de gauche. Ce fut notamment le cas lorsqu'il s'agit de protester contre la répression du 8 février. Par ailleurs, l'U.N.E.F. a joué un rôle effaçé dans les pourparlers de la gauche non communiste (tout en cessant d'y participer lorsque le P.S.U. se fut retiré). Ses dirigeants sont d'autant plus enclins à la prudence qu'il n'y a pas unanimité au sein de l'organisation sur les problèmes politiques et qu'elle est soumise à la concurrence de la F.N.E.F. suscitée par le pouvoir gaulliste au nom de... l'apolitisme. En dépit de cette prudence, la résolution votée par la dernière assemblée générale de l'U.N.E.F. précise que celle-ci et les A.G. « ont vocation à exprimer les aspirations du monde étudiant et à traduire dans un cadre qui préserve la liberté d'appréciation et de décision du mouvement, la volonté des étudiants de voir cesser la guerre d'Algérie et les menaces qui pèsent

En ce qui concerne l'O.A.S., Debatisse considérait dans son interview à « T.C. » qu'il s'agit d'un « mouvement politique visant à instaurer un régime totalitaire en métropole » et il ajoutait avec raison : « On peut organiser autant de réseaux clandestins que l'on voudra, si l'on ne met rien en œuvre pour que les gens puissent acquiescer le sens de la démocratie, cela ne servira à rien. »

Ce qu'on peut affirmer, c'est que l'U.N.E.F., en dépit de sa prudence sur le plan politique, a été et continue d'être à la pointe du combat antifasciste. « La journée du 13 février », soulignait Dominique Wallon, a d'ailleurs montré une nouvelle fois que les syndicats étaient les plus capables de mobiliser l'opinion. Dans le cas où l'O.A.S. tenterait de rebouter la paix, c'est encore eux qui devront prendre l'initiative de déclencher une réaction populaire en France. » Quant au C.N.J.A., Debatisse n'était pas moins net dans son interview à « Témoignage Chrétien » : « Lorsqu'il s'agira de défendre la démocratie, la majorité acceptera nos directives. Et on aurait tort de nous estimer nos forces. Si le syndicalisme ouvrier peut organiser facilement des meetings, des manifestations de rues du jour au lendemain, il ne faut pas oublier qu'il n'a de prise que sur les villes. Nous, nous occupons l'ensemble du territoire. »

Le Front Syndical commun dans les départements

Cette étude serait incomplète si nous nous contentions d'examiner les

prises de position du sommet. A la base, dans les départements, les organisations syndicales se préoccupent également de la lutte antifasciste et ont de fréquents contacts à ce sujet. De nombreuses manifestations communes ont eu lieu à l'occasion du 19 décembre ou, depuis lors, à la suite de plastiquages. Elles ont été rendues possibles par des contacts temporaires ou permanents. Le P.C. et le P.S.U. s'associent presque toujours à ces manifestations. C'est aussi parfois le cas de la S.F.I.O., plus rarement du parti radical et du M.R.P. Force Ouvrière s'abstient très souvent. Rares sont les manifestations où l'on peut noter sa participation, comme à Evreux le 19 décembre, à Lons-le-Saulnier le 14 janvier, à Douai, après le plastiquage de notre camarade Roussier ou Asnières, après l'explosion à la Bourse du Travail. La non-participation de la C.F.T.C. et de la F.E.N. est beaucoup plus rare. On notera à la fois celle de F.O. et de la C.F.T.C. le 19 décembre dans le Finistère.

Le plus souvent, le Front syndical commun est constitué par la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., auxquelles se joint l'U.N.E.F. dans les villes universitaires (d'où des manifestations importantes, le 19 décembre, à Angers, Dijon, Tours).

Il va de soi que les accords réalisés peuvent être parfois remis en question et que des divergences peuvent continuer à se manifester au sein des organisations participantes. Cependant, les préoccupations antifascistes des dirigeants des centrales sont largement partagées par la base, même si à F.O. l'exclusive anticommuniste y est à peine moins forte qu'au sommet. On peut affirmer que, dans tout le pays, les syndicats sont disposés à une action commune étendue aux partis de gauche en vue de barrer la route à l'O.A.S. La grève du 12 mars a été la dernière manifestation importante de cette volonté.

Deux conceptions

A travers toutes ces prises de positions, deux conceptions de la lutte antifasciste se dégagent clairement. L'une est celle de la S.F.I.O. dans sa majorité, de F.O., de la droite de la C.F.T.C., de F.O., partie de la F.E.N. Elle entend exclure le P.C. et la C.G.T. et s'opposer à l'O.A.S. dans la perspective d'un regroupement centriste et pré-électoral. La seconde — qui est la nôtre — est partagée par les éléments novateurs et dynamiques de toutes les centrales : elle consiste à réaliser l'union sans exclusive contre le fascisme et à mobiliser l'opinion publique contre l'O.A.S.

Dans le premier cas, l'insuffisance des forces mises en œuvre, le manque d'imagination, l'opportunisme des partisans d'une nouvelle « Troisième force » sont à noter. Le risque d'un compromis passé avec l'O.A.S. — compromis dont Guy Mollet lui-même a pourtant souligné les dangers. Dans le second cas, il s'agit de surmonter les vieilles querelles pour mener la lutte contre le fascisme, sur un pied d'égalité et sans demander à personne de renier sa personnalité. Il s'agit d'ébaucher le Front socialiste et de préparer la démocratie de demain.

Controverse C.F.T.C. - C.G.T.

L'UNION régionale parisienne des syndicats C.F.T.C. vient de publier, à l'usage de ses militants, le bilan de l'activité qu'elle a déployée depuis deux mois pour réaliser l'action commune intersyndicale contre l'O.A.S. et le fascisme.

Dès le 23 janvier, les syndicats C.F.T.C. proposaient à l'U.D.-C.G.T. d'organiser la lutte des travailleurs sur une base syndicale, les syndicats F.O. étant tenus au courant de cette démarche. Le 30 janvier, au cours d'une première réunion commune, la C.G.T. refusa de reconnaître la priorité à la responsabilité des organisations syndicales pour la lutte contre le fascisme au sein des entreprises. Les conversations, stoppées par les événements du 7 février, ne repriront, sur l'instance de la C.F.T.C., que le 1^{er} mars, après avoir été renvoyées deux fois sur la demande de la C.G.T.

Alors que la C.F.T.C. proposait un texte de protocole pour la constitution de comités intersyndicaux, la C.G.T. désirait se limiter à lancer un « appel aux travailleurs » qui ne pré-

ciserait aucune modalité d'action. Les syndicats chrétiens acceptèrent le principe de l'appel proposé à la condition qu'il débouche sur du concret : la reconnaissance et le fonctionnement des comités intersyndicaux. Le 2 mars, la C.G.T. refusait purement et simplement l'organisation de l'action commune intersyndicale.

Cet échec met en lumière deux conceptions de l'action commune :

— La C.G.T. considère que la lutte contre le fascisme doit être menée par des comités fonctionnant selon les règles définies par la « base » sans accepter aucune discipline d'organisation extérieure. Ces comités doivent avoir une indépendance d'action totale leur permettant, si besoin est, de décréter la grève générale !

— Les dirigeants C.F.T.C. considèrent, à juste titre, que l'unité d'action, pour être efficace, doit être institutionnelle et que les syndicats, organismes représentatifs des travailleurs, doivent sur le plan des entreprises en avoir la direction et la responsabilité.

Cette unité d'action organique est dans l'état actuel du mouvement ouvrier français la seule possible et la seule efficace. La seule possible car les organisations syndicales autres que la C.G.T. ont la totalité de leurs militants n'accepteront pas de se laisser déborder par des comités irresponsables et imposer une politique qui ne sera pas le résultat des discussions intervenues entre les organisations élues. La seule efficace car permettant seule l'engagement total sur des positions et avec des objectifs définis après discussion et acceptés sans réticence aucune par tous les participants.

La tactique des éléments communistes de la C.G.T. qui ont imposé la rupture des discussions et l'échec de l'action commune intersyndicale n'est pas nouvelle. A des périodes diverses, les « comités de base » lancés par des organisations du P.C. se sont plus ou moins développés. Quel qu'en fût leur objet, le résultat obtenu a toujours été identique : il a renforcé les

préventions profondes existant à l'encontre de l'unité avec le P.C. et la C.G.T. Cherchant à déborder les organisations politiques et syndicales non communistes, à mettre en contradiction les militants et leurs leaders — quand on ne cherchait pas à les faire mettre en accusation publique — les « comités de base » ont été dans de trop nombreux cas un facteur de division et d'inefficacité. La majorité des travailleurs français qui cotisent à une organisation syndicale ouvrière ou paysanne le font à une organisation non communiste. Du 27 octobre 1960 au 13 février 1962, celle-ci a montré la place importante qu'elle occupait dans l'action.

Vouloir ignorer cela, vouloir imposer des vues qui sont étrangères à la majorité des éventuels partenaires, c'est, en définitive, faire d'abord le jeu de l'adversaire. C'est ce que les dirigeants de l'U.D.-C.G.T. de la Seine ne paraissent pas encore avoir compris.

L. H.

Des dates à retenir...

Paris - Banlieue

La situation générale est marquée aujourd'hui par la riposte accrue des forces antifascistes et les initiatives toujours plus nombreuses, provenant d'horizons très divers.

Sur ces problèmes, la Fédération de Paris organise une ASSEMBLEE D'INFORMATION le :

Samedi 17 mars

à 18 heures, 10, rue de Lancry, Paris-X^e, avec les membres du Bureau National et du Bureau Fédéral de Paris.

A cette occasion, le point sera fait sur le développement et l'implantation des G.A.R. dont le P.S.U. a fait connaître qu'il soutenait l'initiative.

Paris-XIV^e

Le LUNDI 19 MARS

à 20 h. 45, salle Etoile, 63, rue Froidevaux, Paris-14^e, Gilles Martinet, du Bureau national, et Laurent Schwartz exposeront la situation politique en France face aux derniers événements et feront connaître la position du P.S.U.

La section compte sur la présence de tous les sympathisants et de leurs amis.

Chelles

Une réunion publique à laquelle sont conviés tous les militants et sympathisants se tiendra le

DIMANCHE 18 mars

à 9 h. 30, salle Bignet, à Chelles (Seine-et-Marne) avec Jean Poperen, du Bureau National.

Palaiseau

La section P.S.U. de Palaiseau invite tous les sympathisants à une réunion d'information le :

JEUDI 22 MARS

à 21 heures, salle de la Justice de paix, place de la Victoire, sur le thème : « Le programme du P.S.U. et les problèmes du regroupement de la gauche », avec Georges Servet, du C.P.N.

Charleville

Le jeudi 15 mars

aura lieu une réunion publique à Charleville (Ardennes), à 20 h. 30, salle du Foyer Social (ancien Collège technique), au cours de laquelle Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., traitera des positions du P.S.U. devant les problèmes de l'heure.

Pour les nouveaux adhérents

La Fédération de Paris organise une école fédérale spéciale pour les nouveaux adhérents du P.S.U.

PREMIERE SEANCE : Mardi 20 mars, à 21 h précises, salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, Paris-7^e (Métro Bac).

● Premier cours : « La Gauche et l'Algérie : Pourquoi le P.S.U. », avec Gilles Martinet.

● S'inscrire à la Fédération de Paris, 7, rue Jenner, Paris-9^e.

UN APPEL AUX COLLECTIONNEURS

Rédigeant actuellement ses Mémoires, notre camarade Daniel Guérin recherche, sans succès jusqu'à présent, d'anciens camarades qui auraient conservé des numéros des deux revues publiées de 1936 à 1939, d'abord par la gauche révolutionnaire du parti socialiste (Marscau Pivert), puis par le P.S.O.P. (Parti Socialiste Ouvrier et Paysan) : « La Gauche Révolutionnaire » et les « Cahiers Rouges ».

Ceux d'entre vous qui en ont quelques numéros peuvent-ils les prêter, en communication, à Daniel Guérin et se mettre en rapport avec lui ? Boîte Postale 35, La Ciotat (B.-du-R.).

Le PSU aux cantonales de Vaugneray (Rhône)

Notre camarade Louis Faillebin a été désigné pour représenter le P.S.U. aux élections cantonales de Vaugneray du 18 mars prochain. Il s'agit de remplacer un indépendant, M. Haour.

Louis Faillebin, militant syndicaliste, familial et laïc, aura contre lui des candidats U.N.R., P.C.F., M.R.P., S.F.I.O. Notre camarade était déjà candidat du P.S.U. en juin 1961. Cette élection sera un test et montrera si l'opinion a évolué favorablement ou non depuis un an et si elle a su ou non dégager les responsabilités des uns et des autres, face aux événements.

Les JSU à Sarcelles

Une section de J.S.U. a été constituée à Sarcelles (S.-et-O.) le mois dernier, comptant huit membres au départ. Elle travaillera avec les sections de Sarcelles et Villiers-le-Bel.

Edouard DEPREUX

à Provins

E. Depreux a fait, dimanche dernier à Provins, devant près de 150 personnes, une conférence qui a connu un vif succès.

Cette réunion était placée sous la présidence du Dr R. Arbelletier, secrétaire fédéral, et de Maxime Verdeaux, secrétaire fédéral adjoint. Après que Gérard Faucher, secrétaire de section, eut présenté les orateurs, Arbelletier souligna l'intérêt sans cesse grandissant rencontré par notre parti dans le département, intérêt qui se concrétise par la constitution de plusieurs nouvelles sections.

Puis E. Depreux développa la position du P.S.U. devant les grands problèmes qui préoccupent l'opinion et en particulier la guerre d'Algérie. Il rappela notre longue lutte pour l'octroi au peuple algérien de sa pleine souveraineté et l'obstination des gouvernants de la IV^e République, puis du pouvoir gaulliste, à méconnaître ce droit.

Notre secrétaire national donna ensuite un aperçu de notre programme de Front Socialiste et insista sur la nécessité de créer une situation telle qu'aucune réalisation socialiste ne puisse être remise en cause.

L'attention soutenue de l'auditoire, les questions qui furent posées à notre camarade, marquèrent l'intérêt suscité par ce brillant exposé, riche (est-il besoin de le dire ?) d'expériences personnelles.

Le nombre encourageant de huit nouvelles adhésions recueillies en fin de séance apporte à nos dynamiques camarades de la jeune section de Provins la récompense de leurs efforts.

Manuel BRIDIER

à Roubaix

Le samedi 3 mars, une réunion publique, organisée par les sections P.S.U. de Roubaix et environs, a groupé une centaine de personnes qui ont pu écouter et apprécier l'exposé de Manuel Bridier, du Comité politique national. Celui-ci, après avoir fait une analyse serrée de la situation politique et sociale actuelle, insista sur la nécessité primordiale de lier étroitement à la lutte contre le fascisme l'action permanente en vue de futures structures économiques socialistes.

A signaler que le propriétaire de la salle avait reçu, la veille, par téléphone, plusieurs menaces de sabotage. Si le « feu d'artifice » promis n'eut pas lieu, l'espoir d'une location future de la salle semble désormais bien illusoire !

La presse du parti fut, évidemment, diffusée au cours de la réunion et plusieurs demandes d'adhésion ont été enregistrées.

Claude BOURDET

à Bergerac...

C'est devant une assistance nombreuse où on notait la présence de plusieurs membres du Comité de défense républicaine, de nombreux militants syndicalistes ou politiques de toutes tendances et d'une cinquantaine de jeunes que Claude Bourdet a exposé avec clarté et simplicité les réponses du P.S.U. aux problèmes de l'heure. Les camarades Dumas et Charrière, de la section locale, présidaient. Dornige, du bureau fédéral, a retracé l'activité du P.S.U. en Dordogne et Prichonnet a développé le sujet : « Le P.S.U. et les Jeunes ».

Après avoir souligné l'importance

capitale des manifestations de février, Claude Bourdet a stigmatisé les crimes de l'O.A.S., la répression policière du 8 février et la responsabilité des Pouvoirs publics et du gouvernement, plus sévères, en fait, à l'égard des républicains qu'à l'égard des factieux. Puis il a dénoncé l'action néfaste de ceux qui, comme Robert Lacoste, ont laissé durer le conflit algérien, source de la menace fasciste. Contre cette menace, il a instamment demandé l'union sans exclusive et sans prédominance de tous les démocrates. Pour régler la succession gaulliste et établir les bases d'une vraie démocratie, il a préconisé la réalisation du « Front Socialiste » qui s'appuiera non seulement sur les partis politiques à option socialiste mais aussi sur toutes les organisations syndicales de tous les travailleurs. Et il a alors appelé tous les citoyens à hâter la construction de ce « Front Socialiste » en s'engageant, en venant grossir les rangs du P.S.U., parti ouvert, parti jeune et parti de jeunes.

Le nombre et la pertinence des questions posées (gouvernement de transition, construction européenne, partis traditionnels, armée et République, évolution des niveaux de vie et engagement civique) ont prouvé l'intérêt de l'auditoire pour l'actualité politique et pour le P.S.U. que la section de Bergerac va s'efforcer d'implanter dans le département.

...et à Londres

Le lundi 26 février, à Londres, Claude Bourdet a parlé devant 300 personnes environ, auditoire exceptionnellement élevé pour un soir de neige et de verglas. La réunion, qui avait été organisée avec l'aide des amis du P.S.U., a permis d'informer un public essentiellement britannique des perspectives soulevées en Algérie et en France par la proche conclusion du cessez-le-feu, de l'action de l'O.A.S. et de la situation politique en France. Claude Bourdet a expliqué quelle était la composition du P.S.U. (réalité politique pratiquement encore ignorée du public anglais) et ce qu'était l'objectif du « Front Socialiste ». Il a demandé instamment aux auditeurs d'aider à défendre la démocratie en France en recourant autour d'eux l'ensemble de ces données, notamment dans les milieux travaillistes.

Pierre MENDÈS FRANCE

en Ile-et-Vilaine...

Poursuivant ses prises de contact avec les organisations syndicales, politiques et professionnelles, P. Mendès-France a participé la semaine dernière à la Maison du Peuple de Rennes à une séance de travail de la Fédération d'Ile-et-Vilaine du Parti Socialiste Unifié, dont il est membre. Deux cents militants assistaient à la réunion.

A ses côtés sur la tribune, avaient

pris place Le Coadic, secrétaire fédéral d'Ile-et-Vilaine du P.S.U., Foulon, secrétaire adjoint, Fauval, secrétaire administratif, Dory, maire de Sains, membre de la Commission Exécutive fédérale, Mazier (ancien député) et Trémintin, secrétaires fédéraux du P.S.U. dans les Côtes-du-Nord et le Finistère. Dans la salle se trouvaient, en particulier, Cano, conseiller municipal de Saint-Jacques, Prodhomme, secrétaire de Bazouges, Marquet, secrétaire de Liffré.

P.M.F. exposa les problèmes fondamentaux que doit résoudre le gouvernement de transition destiné à combler le vide laissé par l'effondrement inévitable du régime politique actuel. Les trois tâches qui s'imposent, lors de l'échéance, sont : la liquidation définitive de l'affaire algérienne, l'écrasement du fascisme, la préparation d'institutions modernes pour un nouveau régime démocratique.

Après avoir exposé les grandes lignes des solutions proposées pour régler ces trois points, P. Mendès-France invita les militants à poser des questions concernant le programme. Ainsi s'établit un dialogue entre l'orateur et l'assistance.

Avec qui pourra se former un pareil gouvernement ? Avec tous ceux qui acceptent le programme minimum en trois points, sur lesquels d'ailleurs pourra s'établir une discussion de détail. Ne sera-t-il pas en butte à diverses hostilités et, en particulier, à une lutte sourde ou ouverte des féodalités économiques ? Certes oui, mais les moyens techniques mis à la disposition d'un gouvernement décidé sont bien supérieurs à ceux d'autrefois. Un régime démocratique pourra-t-il s'ouvrir sur une société socialiste ? P. Mendès-France dit son espoir de voir le peuple mieux éclairé sur ses véritables intérêts et sur la volonté d'un gouvernement républicain, se mobiliser pour la réalisation d'une démocratie qui conduira au socialisme.

Mazier, remerciant au nom des militants présents, félicita le président Mendès-France d'avoir commencé à réveiller l'opinion, et souhaita que cette prise de contact ait des résultats positifs pour le renouveau démocratique, en Bretagne, et dans la France entière.

...et à Nantes

Le lundi 5 mars, à 20 h 30, la fédération P.S.U. de la Loire-Atlantique organisait une réunion publique avec la participation de Pierre Mendès-France. En fin d'après-midi, l'O.A.S. téléphonait au directeur de la salle où devait se tenir la réunion, le menaçant de représailles sur ses enfants. Nos camarades réussirent à mettre à la disposition des Nantais des cars qui les transportèrent à la salle municipale de Rezé, dans la banlieue. Là, devant 600 à 700 personnes, notre camarade Pierre Mendès-France, après avoir défini ce qu'il entendait par « gouvernement de transition », rappela que le rétablissement de la démocratie exigeait l'instauration d'une paix véritable en Algérie et la mise hors d'état de nuire des fascistes O.A.S.

Cette réunion, marquée par le nombre et la qualité des questions posées à l'orateur, et malgré son caractère improvisé, fut à la fois un éclatant succès pour le P.S.U. et un cinglant échec pour les criminels de l'O.A.S.

Plus que jamais SOUSCRIVEZ !

Le P.S.U. se porte de mieux en mieux. Partout les adhésions affluent. Les jeunes garçons et les jeunes filles nous rejoignent en grand nombre.

La modicité de nos ressources matérielles limite — hélas ! — notre effort permanent de propagande, de recrutement, de formation. Beaucoup d'entre vous ont répondu à notre appel.

Nous avons besoin de plus d'argent pour travailler utilement.

Pourquoi les sections ne ver-

raient-elles pas des cotisations mensuelles ?

Faites-vous collecteurs de fonds pour le P.S.U.

Versez et faites verser à Maurice Klein, 37, rue de Trévise, Paris-9^e (C.C.P. 4435-35 Paris) les sommes qui permettront de mieux faire connaître le P.S.U.

Remplissez et faites remplir la déclaration ci-dessous.

Merci à tous.

Pour le Bureau National,
Le Secrétaire : Edouard Depreux
Le Trésorier : Maurice Klein

Je, soussigné, (NOM, prénoms, adresse)

.....

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste

Unifié, la somme de NF.

Date :

Signature :

CINEMA

WEST SIDE STORY...

SHOWS, musique, danse, bagarre, spanavision, c'est d'abord un spectacle de qualité. Pas le spectacle total promis par la publicité, mais vraiment une nouvelle écriture cinématographique, mais un excellent spectacle. Robert Wise et Jerome Robbins démontrent qu'entre écriture et spectacle il ne peut y avoir opposition : ici la danse est à la fois objet de jouissance visuelle et révélation d'une fureur de vivre dont l'expression à l'écran est avant tout corporelle.

Cette violence de style que possède West Side Story, seul le cinéma, art de la modernité, peut l'exprimer, avec la peinture informelle et la danse. Et surtout le cinéma américain : « car les Américains, écrivait Elie Faure en 1922, sont des primitifs et, en même temps, des barbares, ce qui fait la force et la vie qu'ils infusent au cinéma. C'est chez eux qu'il prendra de plus en plus sa pleine signification de drame plastique en action ».

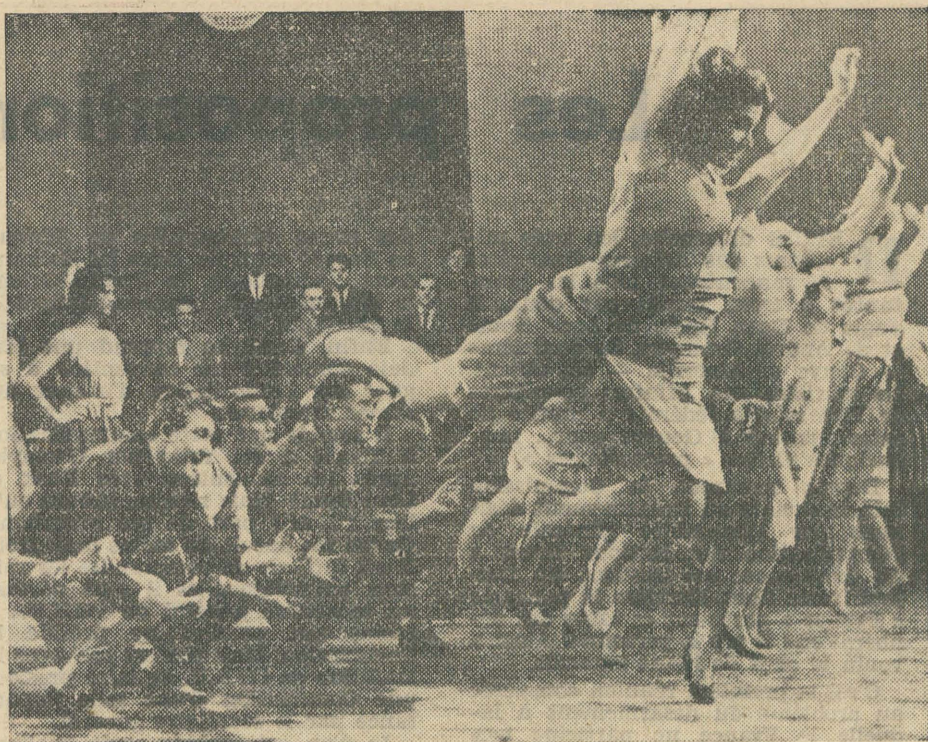
Mais cet aspect-là n'est que la première écorce d'un film qu'il faut éplucher. Le second est peu épais : il s'agit d'une adaptation de Roméo et Juliette, de Shakespeare, dont le scénario reprend l'intrigue. Mais allons plus loin : il s'agit, finalement, d'une chronique sociale sur les blousons noirs.

Le spectateur satisfait croyait voir pour mille anciens francs un spectacle de divertissement. Mais, d'emblée, le film circonscrit une aire concentrationnaire où s'affrontent les bandes rivales : « sharks » (porto-ricains) et « jets » (américains, c'est-à-dire polonais, anglais, italiens...). Dans les décors lépreux d'un New York nocturne, le mal social que l'Amérique nomme fureur de vivre ou graine de

violence est exposé avec une étonnante lucidité. La violence nous est clairement révélée comme la seule issue de cette situation d'angoisse, d'abandon, d'inculture, où une société capitaliste laisse croquer sa jeunesse et ses besoins d'expansion, de liberté, de dépenses physique. Le ballet America est un réquisitoire presque dialectique contre le racisme et la misère ; les transpositions en sont aisées (flics, parias au teint basané, taudis), tout ceci évoquant un état de fait cruellement semblable en France où le west side serait un bidonville de Nanterre et les Porto-Ricains des Algériens. Et le machiavélisme de l'agent américain n'a rien à envier aux méthodes de nos C.R.S. Et chez les « jets », un ballet-psychodrame n'est pas moins éloquent lorsque les jeunes goguenards reconstituent l'odyssée d'un jeune délinquant, que se repassent psychologues ou assistantes sociales, et qui finit par retomber dans les mains du flic. Le symbole que jouent ces adolescents trouve sa conclusion logique lorsqu'ils assomment — toujours en mime — le flic. Plus tard, dans le garage, le ballet « cool » fait du désespoir son thème principal : de ces jeunes exaspérés, bouleversés, la danse va faire progressivement des êtres qui retrouvent leur self-control, leur maîtrise devant les flics, la société, la violence.

Merveilleuse « psychanalyse » que cette traduction, que cet affrontement, par la danse et le drame plastique, de nos angoisses les plus insupportables. West Side Story, en nous proposant cette dramaturgie des corps et ce lyrisme fou, répond à l'exigence d'André Breton : « La beauté sera convulsive ou ne sera pas ».

Pierre UYTTERHOEVEN.



« La beauté sera convulsive ou ne sera pas ».

...et deux courts métrages sur un sujet brûlant

● La Quille, de Jean Herman, a pu être distribué commercialement (ce film passe avec La Croix et la Bannière). Son thème paraît excitant : un jeune homme, revenu du service militaire, trouve absurde le monde qui l'entoure. Malheureusement les intentions restent inexprimées ; la révolte se nourrit à bon compte d'allusions herudantes ; pour arranger les choses, Herman pastiche Godard et, comme de juste, réussit à être aussi mauvais que son maître.

● Par contre, des ciné-clubs projettent un court métrage en 35 mm, J'ai huit ans. Non signé, ce film est l'œuvre d'un ancien d'Algérie, qui a filmé

en Tunisie les dessins des gosses algériens réfugiés. Le commentaire est dit par les enfants eux-mêmes. Réservé au circuit non commercial ce film montre qu'il est possible, quand même, sans faux-juyants, de montrer certaines choses, de témoigner par le cinéma. Nous nous rappellerons ces visages, ces dessins naïfs pleins de sang et de fureur ; nous nous rappellerons — et cette jeunesse aussi, hélas ! pour qui la vie, la vraie, les fleurs, les papillons commencent un jour de l'autre côté d'un barrage électrifé.

M. R.

Livres

L'affaire Toukhatchevsky

On ne connut l'affaire — ou plutôt l'existence d'une affaire — qu'en février 1956 lorsque Nikita Khrouchtchev, devant le XX^e congrès du P.C. soviétique, parla en termes voilés de l'anéantissement de nombreux chefs, victimes et responsables politiques, victimes, au cours des années 1937-1941, de la suspicion de Staline, et condamnés sur la foi d'accusations calomnieuses...

Mais le XX^e Congrès n'était qu'un avant-propos de la déstalinisation. Une nouvelle ère dans la vie soviétique s'ouvrait, certes, mais encore fallait-il, comme pour un malade traumatisé, que le réveil ne fût pas trop brutal.

Il fallut donc attendre plus d'un an pour lire dans la Komsomolskaïa Pravda, de Moscou, un article élogieux sur les maréchaux Toukhatchevsky, Blücher et le général Putna. Or, dans la nuit du 11 au 12 juin 1937, le maréchal Toukhatchevsky, les officiers généraux Yakir, Ouborévitch, Kork, Eide-man, Feldman, Primakov et Putna étaient fusillés dans la cour de la prison Lefortovo, à Moscou, par la N.K.V.D. Ils avaient été convaincus par le tribunal judiciaire spécial de la Cour Suprême de l'U.R.S.S. — le président s'appelait Ulrich — « d'infraction au devoir militaire, de trahison envers la patrie, de trahison envers l'Armée Rouge, ouvrière et paysanne ».

Dans le tribunal qui les condamna à mort se trouvaient le chef de l'état-major général, le maréchal Yégorov, le maréchal Alksnir, le maréchal Boudienny, le maréchal Blücher, etc.

Des huit juges composant ce tribunal d'exception, cinq furent ensuite fusillés. La condamnation de Toukhatchevsky avait ouvert la porte à la grande purge de 1938. Furent liquidés trente pour cent du personnel de l'armée, soixante à soixante-dix pour cent des officiers, les onzes commissaires adjoints à la guerre et soixante-quinze des quatre-vingts membres du Conseil Supérieur de la Guerre, la presque totalité des commandants de l'aviation et de la marine, quatre-vingts pour cent des colonels et quatre-vingt-dix pour cent des généraux. Sur cinq maréchaux de l'U.R.S.S., il n'en reste que deux : Vorochilov et Boudienny (ce sont eux

qui avaient permis l'élimination sanglante commencée avec Toukhatchevsky et ses camarades). Au total, on estime à environ la moitié du corps des officiers spécialisés — soit 30 à 35.000 personnes — les victimes de la purge de 1938.

Ce tragique chapitre de l'Histoire stalinienne, comment et pourquoi fut-il vécu ?

En octobre 1961, au cours du XXII^e Congrès du P.C., vingt-trois ans après ce drame, Nikita Khrouchtchev leva le secret observé au XX^e Congrès. La « déstalinisation » faisait son chemin.

Mais comment l'opinion publique apprit-elle les dessous de cette sanglante affaire ? Jusqu'alors le culte de Staline, héros et défenseur de l'U.R.S.S., vainqueur de la guerre contre Hitler, constructeur du socialisme, était demeuré intangible.

Il fallut attendre 1961 pour que tout fut dévoilé par le premier secrétaire du Comité central, Khrouchtchev lui-même. On comprit alors pourquoi il se taisait depuis 1956.

C'est que le Giornale d'Italia avait publié, en 1960, les résultats d'une enquête menée par Victor Alexandrov depuis 1936. L'auteur — qu'une visite curieuse avait alerté — a suivi la carrière de Toukhatchevsky et a, en quelque sorte, vécu de loin la tragédie des purges stalinienne. C'est ainsi qu'il put, par des recoupements précis — et précieux — connaître tous les dessous de ce qui devint « l'affaire Toukhatchevsky », devenue pour lui une autre affaire Dreyfus.

Rendue publique en Italie, l'enquête de Victor Alexandrov devenait une affaire nationale soviétique. Mieux, elle était la politique nouvelle que N. Khrouchtchev voulait imposer au communisme russe et, par-delà les frontières, au monde communiste.

C'est ainsi que furent dévoilées les incroyables et machiavéliques combinaisons d'un Staline tout-puissant qui préféra sacrifier les meilleurs éléments de la révolution russe à la poursuite d'une politique de collaboration provisoire avec l'Allemagne

hitlérienne. Pour cela, il lui fallut éliminer l'homme qui représentait l'opposition à cette politique et qui était connu pour prôner la guerre préventive au fascisme hitlérien.

Maître absolu de l'appareil du parti, le tyran réussit à l'aide de faux jugés en accord avec Hitler lui-même à faire croire à son peuple fanatisé (et aux staliniens de l'extérieur) que tous ceux que la N.K.V.D. désignait au poteau d'exécution étaient des traîtres vendus au nazisme ou aspirant à une contre-révolution bonapartiste.

N'en déplaise à nos staliniens français, la folie de Staline a permis à l'U.R.S.S. grâce aux accords germano-soviétiques d'août 1939 de dépouiller, avec Hitler, les restes de la Pologne et de laisser à l'Allemagne les mains libres à l'Ouest avant de se tourner vers l'Est.

Khrouchtchev dénonça cette politique au XX^e Congrès.

C'est dans « L'affaire Toukhatchevsky » que tous les fils de cette tragédie se nouent. Le livre de Victor Alexandrov dénoue ces liens et rend clair ce qui paraît invraisemblable.

« Une information curieuse parue à l'étranger », disait Khrouchtchev. Un livre à lire, en tout cas, et à méditer. Il démontre — au travers du drame soviétique — que l'un des plus dangereux ennemis des révolutionnaires, c'est « l'appareil » d'un parti sans démocratie interne. Ce sont les « apparatchik » qui, pour conserver un pouvoir sans contrôle, n'hésitent pas à éliminer tous ceux qui veulent les gêner.

Le livre de Victor Alexandrov permet ainsi de juger — par le drame stalinien — ce qu'on peut craindre du centralisme qui aboutit à une « faction » et qui piétine — dans le sang — la démocratie interne du parti.

Nous ne pouvons, bien évidemment, prendre à notre compte toutes les affirmations de Victor Alexandrov. Écrit sur le mode de narration, on éprouve parfois un certain doute quant à l'authenticité absolue des différentes situations.

Bertrand RENAUDOT.

« L'affaire Toukhatchevsky », Robert Laffont, éditeur.



KARL RADEK

« Avec le G.P.U., Karl Marx lui-même avouerait qu'il a servi d'indicateur à Bismark ».



TOUKHATCHESKY

Les fantômes de Cronstadt... « hier héros, déchet aujourd'hui ».

Les propositions de Gromyko

DEPUIS dimanche, les trois ministres des Affaires étrangères se rencontrent tous les jours, tantôt à trois, tantôt par deux. Il s'agit de Dean Rusk, de Lord Home et de André Gromyko. Le quatrième — Couve de Murville — est absent. Le ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne fédérale a profité de cette réunion à Genève pour... faire quelques visites « protocolaires ».

Depuis mercredi, la Commission internationale du Désarmement désignée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a dû commencer ses travaux. Un fauteuil reste libre. Derrière la pancarte « France » posée sur la table des délibérations il n'y a personne. Ainsi a voulu le chef de l'Etat français.

C'est la première réunion consacrée au problème du désarmement à laquelle la France ne participe pas. Peut-être est-ce préférable. Puisque la France républicaine, démocratique et pacifique ne peut pas s'exprimer par un délégué mandaté par elle, il vaut mieux que personne n'occupe son siège. On évitera ainsi la confusion. On ne pourra pas attribuer à la France l'attitude hautaine et méprisante du délégué du général-président.

Cela dit, il n'en est pas moins vrai que l'absence de la France démocratique pèsera lourdement sur les travaux de la Commission.

On affirme que le secrétaire d'Etat américain et le secrétaire du Foreign Office britannique auraient parlé avec Gromyko de Berlin, du désarmement général, des essais nucléaires. Mais il ne s'agirait là que d'un échange de vues. Il me semble peu probable que les « Trois » aient pu se mettre d'accord sur un programme précis de désarmement général à présenter à la Commission. Ce serait trop beau car cela prouverait l'existence d'un véritable accord préalable entre les deux « K ». Or il n'existe malheureusement pas.

Trois propositions de l'U.R.S.S.

D'ailleurs, Gromyko vient de s'adresser à Thant, secrétaire général de l'O.N.U., pour lui communiquer trois propositions de son gouvernement. L'U.R.S.S. suggère la conclusion de l'engagement formel des quatre puissances nucléaires (dont la France) de ne fournir aucune arme atomique aux pays qui n'en possèdent pas. Il semble qu'il s'agisse aussi d'un engagement de ne pas communiquer les secrets atomiques à ces Etats, ce qui serait logique.

L'U.R.S.S. propose encore de créer

des zones désatomisées en Afrique, en Europe centrale, dans les Balkans, dans l'Adriatique, le Proche-Orient, le Moyen-Orient, l'Extrême-Orient et le Pacifique.

Enfin, Gromyko reprend une idée déjà connue d'une convention à signer sur l'interdiction d'utiliser des armes atomiques.

Il semble que cette communication à Thant a été faite par Gromyko après les rencontres avec Rusk et Lord Home. Mais rien ne prouve qu'il leur ait fait part de ses intentions. Ce qui me paraît au moins maladroit. Il est difficile de comprendre les raisons pour lesquelles il s'est adressé au secrétaire général de l'O.N.U. à moins que celui-ci ne préside la Commission. Mais il n'est pas dans la tradition de l'O.N.U. de faire présider une Commission d'une telle importance par le secrétaire général.

Je n'en vois qu'une seule explication : Gromyko a voulu rendre publiques ces initiatives. A cet effet, il les a transmises à la Commission du Désarmement, mais par le canal du secrétariat général.

Que faut-il penser de ces propositions ? Elles n'abordent pas, cela va de soi, le problème du désarmement dans son ensemble. Elles ne se rapportent même pas au désarmement par étapes. Elles me semblent cependant intéressantes.

L'engagement de ne pas fournir d'engins nucléaires aux tiers

L'engagement formel des quatre puissances nucléaires de ne pas communiquer leurs secrets et de ne pas fournir des armes nucléaires aux tiers concerne en premier lieu l'Allemagne et l'O.T.A.N. Mais il permet à l'U.R.S.S. de se retrancher derrière cet engagement pour maintenir son refus à la Chine. Nous avons toujours demandé, et nous le demandons avec force encore aujourd'hui, qu'en aucun cas, ni l'Allemagne, ni l'O.T.A.N. ne soient dotées d'armes nucléaires. La proposition de Gromyko me paraît donc acceptable et même excellente. Elle dissiperait les craintes en ce qui concerne l'armement nucléaire de l'Allemagne par les Etats-Unis, directement ou par l'entremise de l'O.T.A.N. De même, l'engagement en question pourrait diminuer les craintes sur l'armement nucléaire de la Chine par l'U.R.S.S. et de l'Albanie par le canal de la Chine.

Cependant, la Chine est en train de préparer une explosion expérimentale. On dit que celle-ci pourrait se produire dans quelques mois. La proposition de Gromyko doit donc être complétée : l'engagement en question doit être pris également par les puissances qui sont déjà en train de fabriquer leur bombe.

La "désatomisation" de certaines zones

La création de zones désatomisées est une idée que nous avons fait nôtre depuis fort longtemps. Certains Etats africains ont déjà suggéré la désatomisation de l'Afrique. C'est nécessaire aussi pour les autres régions visées par la proposition de l'U.R.S.S.

En ce qui concerne la désatomisation d'une zone de l'Europe centrale, elle a été prévue par le Plan Rapacki, par celui de Kennan, par les travaux

des Travailleurs britanniques, par la Social-démocratie allemande dans un plan qu'elle a malheureusement abandonné. Elle est prévue dans les suggestions de Pierre Mendès-France. Elle se trouve dans les rapports de la Commission des Affaires internationales du Parti.

Mais dans tous ces plans et propositions, la désatomisation de l'Europe centrale constitue une première mesure de la démilitarisation ou de la neutralisation militaire des Etats de cette zone. La proposition de Gromyko me semble acceptable même telle qu'elle est. J'aurais cependant préféré que l'U.R.S.S., ainsi que ses partenaires, indiquent bien que cette mesure serait prise comme point de départ de la démilitarisation de l'Europe centrale, cette démilitarisation elle-même n'étant qu'une première phase du désarmement général internationalement contrôlé.

L'interdiction d'utiliser les armes nucléaires

Quant à la convention suggérée par Gromyko sur l'interdiction d'utiliser les armes nucléaires, elle me paraît un vœu pieux... à moins qu'elle ne soit assortie d'un contrôle international. Or c'est justement sur le problème du contrôle que toutes les négociations entre l'Est et l'Ouest ont échoué jusqu'à présent.

Je n'ignore donc pas le caractère illusoire d'un pareil engagement. Il me semble cependant qu'il possède une certaine valeur morale qui n'est pas négligeable dans les circonstances actuelles. Je me souviens d'un autre document plus général et encore moins efficace. Je parle du Pacte Briand-Kellog, d'après lequel les signataires prenaient l'engagement de renoncer à la guerre en tant qu'instrument de leur politique.

Ce pacte n'a pas empêché la guerre de 1939-1945. Mais quel traité, quelle alliance, quel accord pourrait empêcher la guerre ou obliger un pays à y participer s'il ne le désire pas ? Seul, le désarmement général internationalement contrôlé peut nous donner la sécurité complète.

Néanmoins, je ne suis pas adversaire de pactes solennels qui lient du moins les Etats dirigés par des hommes de bonne foi. Ces pactes ne créent pas de sécurité illusoire. Ils ne trompent donc personne, mais ils répondent à l'aspiration des peuples. Ils peuvent favoriser un climat international plus sain. Ils sont susceptibles de stimuler la volonté de paix des peuples.

Une mauvaise procédure

Mais l'adoption de ces propositions soviétiques ne doit pas empêcher la Commission du Désarmement d'accomplir, ou du moins d'essayer d'accomplir sa tâche. Elle doit chercher un accord sur le désarmement général et progressif.

La pierre d'achoppement est le contrôle. Aussi longtemps que les dirigeants de l'U.R.S.S. ne se débarrasseront pas de leur peur quasi pathologique de l'espionnage, rien ne pourra être fait. Un désarmement sans contrôle international efficace n'est qu'une duperie. Aucun Etat n'acceptera de désarmer sans être cer-

tain que le voisin en fait autant.

Cela ne veut pas dire que j'accepte les formes de contrôle proposées jusqu'à présent par les puissances occidentales. Elles sont formulées de telle façon que les Soviétiques ont pu les désigner avec juste raison comme un « contrôle sans désarmement ». C'est également inacceptable.

Le bruit court que Kennedy et Macmillan auraient préparé des suggestions nouvelles. Si c'est vrai, il est encore plus regrettable que Kennedy ait refusé de rencontrer Khrouchchev à Moscou. En tête à tête avec ce dernier, il aurait pu obtenir, à défaut d'une acceptation immédiate de sa proposition, une attitude compréhensive. Celle-ci pourrait conduire à un compromis, voire à un accord.

Présentée à Gromyko (qui ne peut que suivre les instructions reçues à son départ de Moscou) ou formulées devant les dix-sept membres de la Commission du Désarmement, ces nouvelles propositions anglo-américaines sur le contrôle international ne pourraient que provoquer une très longue discussion et une critique publique qui n'engage pas seulement le délégué mais aussi son gouvernement.

De sorte que, pour avoir empêché la rencontre des deux « K » avant l'ouverture de la Conférence du Désarmement, le ou les responsables ont, du même coup, compromis le succès des travaux de Genève.

★

Les Kolkhozes perdent leur autonomie

LE Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. a tenu une session « plénière » du 5 au 9 mars. Des « responsables » du parti et des gouvernements des Républiques fédérées y ont assisté.

Ce n'est pas la première fois que le C.C. s'occupe du problème agricole. Depuis 1958, tous les ans, une session du Comité y est consacrée. Mais aucune n'avait une si grande importance que celle de cette année.

Les deux discours de Khrouchchev et les interventions des membres du C.C. sont d'un intérêt qui mérite une étude spéciale. Je me borne donc aujourd'hui à un très bref résumé des décisions du C.C. sur lesquelles je reviendrai.

La gravité du retard de l'agriculture soviétique est telle que, sur la proposition de Khrouchchev, il a été décidé de créer une nouvelle administration. Celle-ci est composée des plus importants militants du Parti (les premiers secrétaires) et des fonctionnaires haut placés. Elle a ses ramifications dans l'ensemble du pays. Les organismes de base sont constitués par des militants et fonctionnaires régionaux ou locaux. La tâche de cette administration consiste dans la planification, l'administration et le contrôle de tous les kolkhozes et sovkhazes.

Les kolkhozes perdent ainsi le semblant même de leur autonomie dont ils jouissaient surtout depuis 1957. Ils deviennent, au même titre que les sovkhazes, des exploitations agricoles dirigées et administrées par la bureaucratie du Parti et de l'Etat. C'est une véritable révolution agraire. Elle ramène les kolkhoziens vers un état de sujétion qu'ils n'avaient même pas sous le régime de Staline.

Cette « réforme » peut avoir de très sérieuses répercussions aussi sur le plan de la « déstalinisation ».

Oreste ROSENFELD.

Un prix littéraire original

Que faut-il pour créer un prix littéraire ? Un mécène qui dote le prix, et un jury qui choisit le lauréat, mais le prix une fois décerné, ce sont les lecteurs qui jugent en dernière instance et qui font le succès... ou l'échec du livre.

Mais voici un nouveau prix qui ne risque pas de donner aux auteurs de faux espoirs, car il s'adresse de prime abord à ce tribunal suprême : les lecteurs. Ce sont eux qui dotent le prix (chacun d'eux versant une contribution très modique : 25 NF, mais beaucoup de petits ruisseaux font de très grandes rivières), et qui décernent ce prix destiné à découvrir et à encourager les jeunes talents inconnus : LE PRIX INTERNATIONAL DU PREMIER ROMAN.

Tout lecteur, toute lectrice qui s'intéressent aux lettres contemporaines et qui veulent exercer leur « flair littéraire » peuvent faire partie du jury pour 1962 : pour savoir dans quelles conditions, il leur suffit d'adresser leur carte de visite à Jean-Louis Bory, Secrétaire général du Prix International du Premier Roman, 34, rue de l'Université, Paris, qui leur enverra un règlement détaillé ; mais qu'ils se hâtent, car d'après les statuts, les membres du jury sont en nombre limité, et demain, peut-être sera-t-il trop tard pour 1962.

Le Prix International du Premier Roman a été décerné pour la première fois le 18 décembre 1961 à Michel Servin pour son roman « Deo Gratias ». Les critiques littéraires et des milliers de lecteurs ont ratifié ce choix par l'accueil qu'ils ont fait à « Deo Gratias » dont Pierre Descaves a dit que c'était « l'un des livres les plus remarquables de l'année ».

DANEMARK : Progrès du Parti Socialiste Populaire

DES élections municipales ont eu lieu récemment au Danemark. Elles ont été marquées essentiellement, nous indique un de nos camarades habitant ce pays, par un affaiblissement des libéraux au profit de la droite traditionnelle, une légère progression du parti social-démocrate, une forte baisse du parti communiste et surtout par une grande progression du parti socialiste populaire dont le leader, qui était présent à notre congrès de Clichy, est Axel Iarssen. Celui-ci consolide le succès déjà acquis il y a deux ans aux élec-

tions législatives alors que ce parti venait à peine de se constituer. Encore faut-il souligner qu'une bataille municipale est évidemment, pour un parti nouveau, plus difficile que des élections législatives.

Voici les résultats d'ensemble en pourcentage, avec comparaison entre 1958 et 1962 :

	1958	1962
SOCIAL-DEMOCRATES ..	39	38,91
PARTI SOCIALISTE POPULAIRE	0,29	5
COMMUNISTES	3,02	1

RADICAUX (libéraux)	7,27	6
GAUCHE (centre droit)....	24,63	22
DROITE	20,61	22,5
UNION JURIDIQUE (droite) ..	2,41	1,3

A Copenhague même, les social-démocrates, passant de 29 à 27 mandats, perdent la majorité absolue. Les conservateurs ont 15 sièges. Le parti socialiste populaire, avec 9 sièges, se classe troisième dans la capitale. Sa campagne a surtout porté contre une adhésion sans réserves à la Communauté européenne et contre un commandement unique germano-danois dans le cadre de l'O.T.A.N.